

COMMITTEE ON INDUSTRY, RESEARCH AND ENERGY  
COMMITTEE ON THE INTERNAL MARKET AND CONSUMER  
PROTECTION  
COMMITTEE ON THE ENVIRONMENT, PUBLIC HEALTH AND  
FOOD SAFETY  
COMMITTEE ON ECONOMIC AND MONETARY AFFAIRS

INVITED COMMITTEES:  
COMMITTEE ON INTERNATIONAL TRADE  
COMMITTEE ON EMPLOYMENT AND SOCIAL AFFAIRS  
COMMITTEE ON BUDGETS  
COMMITTEE ON LEGAL AFFAIRS

**CONFIRMATION HEARING OF  
STÉPHANE SÉJOURNÉ**

EXECUTIVE VICE-PRESIDENT-DESIGNATE  
OF THE EUROPEAN COMMISSION  
(Prosperity and Industrial Strategy)

TUESDAY, 12 NOVEMBER 2024  
BRUSSELS

1-0002-0000

**IN THE CHAIR:****BORYS BUDKA***Chair of the ITRE Committee***ANNA CAVAZZINI***Chair of the IMCO Committee***ANTONIO DECARO***Chair of the ENVI Committee***AURORE LALUCQ***Chair of the ECON Committee*

1-0003-0000

*(The hearing opened at 14:30)*

1-0004-0000

**Borys Budka**, *Chair of the ITRE Committee*. – Good afternoon, ladies and gentlemen. First of all, I'd like to welcome Stéphane Séjourné, Executive Vice-President-designate for prosperity and industrial strategy, to this joint hearing organised together by the ITRE, IMCO, ENVI and ECON committees.

I'd like also to welcome the members of all four committees responsible for this hearing, the members of the four invited committees and everyone present in the room today, not forgetting those watching us live on webstream.

This is a joint hearing. Therefore, I wish to particularly welcome the chairs of the other committees responsible: Anna Cavazzini, Chair of the IMCO Committee; Antonio Decaro, who will be with us soon, Chair of the ENVI Committee; and Aurore Lalucq, Chair of the ECON Committee, with whom I will co-chair this hearing.

1-0005-0000

**Anna Cavazzini**, *Chair of the IMCO Committee*. – Also from my side, welcome to this important hearing.

I want to start with some procedural remarks, in line with the guidelines. So this is Annex VII to the Rules of Procedure for the approval of the Commission. Parliament evaluates the Commissioners-designate on the basis of their general competence, European commitment and personal independence. It also assesses their knowledge of their prospective portfolio and their communication skills.

As you know, the Committee on Legal Affairs has raised no objection to the holding of this hearing. Before the hearing, Mr Séjourné replied in writing to a questionnaire, and the written answers have been distributed to you, to the Members, in all languages.

We acknowledge Mr Séjourné's readiness to cooperate with the European Parliament. This is important in the context of the revision of the Framework Agreement between Parliament and the Commission, in particular regarding your engagement to be regularly present in committees and plenaries, to follow up on Parliament's legislative initiatives, and to timely share information with Parliament as co-legislator and arm of the budgetary authority.

We count on the full implementation of these commitments and emphasise the Commission's role as an honest broker, ensuring equal treatment of Parliament and the Council. We equally count on your full cooperation to inform our committees in advance of all upcoming proposals, with detailed justifications for those requiring urgent action.

And with this, I hand over to my dear colleague, the ENVI Chair, Mr Decaro.

1-0006-0000

**Antonio Decaro**, *Presidente della commissione ENVI*. – L'audizione di oggi sarà strutturata in questa maniera: il Commissario designato Séjourné formulerà una dichiarazione orale di apertura della durata massima di 15 minuti. Avrà, inoltre, a disposizione 5 minuti alla fine della sessione di domande per effettuare una dichiarazione conclusiva.

Dopo l'introduzione vi sarà il tempo per quattro sessioni di domande e risposte. La prima sessione sarà riservata ai coordinatori dei gruppi politici, suddivisa con un tempo di 5 minuti: 1 minuto per la domanda, 2 minuti per la risposta, 1 minuto per l'eventuale *follow-up*, la domanda successiva, e 1 minuto ancora per la risposta.

La seconda sessione di domande consisterà in uno *slot* di 3 minuti per ciascun deputato, sulla base di una ripartizione complessiva del tempo di parola tra i gruppi politici, compreso un rappresentante dei deputati non iscritti.

La terza sessione sarà destinata alle domande dei presidenti delle commissioni invitati e sarà suddivisa in *slot* di 3 minuti.

L'ultima sessione è destinata ai gruppi politici in ordine inverso rispetto al primo *round*. Anche in questo caso lo *slot* è di 3 minuti.

Tutti gli *slot* da 3 minuti sono così ripartiti: 1 minuto per la domanda e 2 minuti per la risposta del Vicepresidente esecutivo designato.

1-0007-0000

**Aurore Lalucq**, *présidente de la commission ECON*. – Chers collègues, bonjour à toutes et à tous. Aujourd'hui, une interprétation est disponible en 23 langues. Afin d'assurer le bon déroulement de cette audition, nous vous rappelons que vous devez respecter votre temps de parole. Une minute est égale à 60 secondes, et on commence par sa question. À partir d'une minute, il y a un marteau, comme vous pouvez le voir sur ma gauche.

Monsieur Stéphane Séjourné, vous êtes le vice-président exécutif désigné chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle. À ce titre, vous êtes évidemment le mieux placé pour nous permettre de mieux comprendre de quelle façon l'Union européenne compte élaborer sa nouvelle stratégie industrielle. Je vous donne à présent la parole pour une intervention orale de quinze minutes.

1-0008-0000

**Stéphane Séjourné**, *Commissioner-designate*. – Thank you, Madam Chair. Thank you, dear Members of the European Parliament.

It is with honour and humility that I stand before you today. As you know, I have been a Member of this House for 4 years. I can see here familiar faces and new ones. During the last mandate, we have accomplished a lot together, but today I take the full measure of the challenges in front of us.

Expectations are high when we talk about industry. Many of you have already shared with me many stories of your Member States – stories of success, of course, but also stories of struggle.

Derrière chaque usine, il y a des emplois directs et indirects. Ces emplois conditionnent la prospérité européenne et donc le pouvoir d'achat des Européens, comme le financement de notre modèle social.

Nous devons par ailleurs réussir la transition écologique, il en va de notre santé, de celle de nos futures générations. Nous devons également assurer notre autonomie stratégique. C'est notre capacité à maîtriser notre destin qui se joue ici, aujourd'hui. Pour l'Europe, la prospérité industrielle est donc un défi existentiel. Sur ce plan, comme le souligne Mario Draghi, l'Europe doit accélérer, ou elle décrochera. Et si l'Europe décroche, les Européens en subiront les conséquences dans leur vie quotidienne. Cette analyse est d'autant plus vraie que, depuis l'élection de Donald Trump, un certain nombre d'incertitudes sont de mise. La prochaine mandature est donc autant celle du rattrapage économique que celle du mieux-vivre. J'aurai donc pour objectif la prospérité et pour fil conducteur la compétitivité.

Si vous me faites confiance, je présenterai dès le début 2025, avec les vice-présidents exécutifs Ribera et Hoekstra, un pacte pour l'industrie propre. Ce pacte posera les jalons d'une politique industrielle adaptée à notre temps. Ce pacte devra être conçu dans le prolongement du travail qu'a mené le Parlement européen sur le règlement pour une industrie «net zéro» et sur le règlement dédié aux matières premières critiques.

Pour aller plus loin, j'ai quatre convictions. La première est qu'il faut décarboner et industrialiser en même temps. Il n'y a pas d'industrie sans décarbonation, il n'y aura pas de décarbonation sans industrie.

Ma deuxième conviction: il faut cibler les secteurs les plus stratégiques à fort potentiel et à fort impact socio-économique. Ces secteurs sont souvent confrontés à un effet ciseaux, avec, d'un côté, un coût de l'énergie deux à trois fois plus élevé que chez nos concurrents et, de l'autre côté, des surcapacités chinoises qui tuent littéralement nos filières. C'est un problème pour nos industries à forte intensité énergétique, comme l'acier, l'aluminium, sur lesquels nous avons perdu la moitié de nos capacités depuis 2021. Je pense aussi au secteur de l'automobile, en profonde mutation électrique et numérique, à l'économie circulaire, dont le modèle doit être également repensé. Je pense également aux *cleantech*, aux *digital tech*, aux *biotech* qui façonnent également l'avenir de notre continent. Sans oublier évidemment la chimie, l'industrie des industries. Pour chacun de ces secteurs, nous présenterons un plan d'action après avoir mis en place de très larges consultations avec vous, et le Parlement européen évidemment, et l'ensemble des partenaires sociaux.

Ma troisième conviction: il faut créer le bon équilibre entre l'offre et la demande. Et là aussi, les deux vont de pair. Du côté de l'offre, l'énergie est le nerf de la guerre, il est donc urgent de faire baisser les prix. Je pense aussi aux problématiques d'accès aux matières premières, aujourd'hui trop concentrées, à la sous-utilisation notamment des technologies d'avenir comme l'intelligence artificielle par nos entreprises, et enfin au manque de compétences dans certains domaines, nous y travaillerons. Du côté de la demande, la priorité sera à la création de marchés porteurs. Les ventes de véhicules électriques stagnent et celles des pompes à chaleur ont été divisées par deux au cours des six derniers mois. C'est un problème et nous devons donc actionner tous les leviers possibles pour inverser la tendance, notamment via l'accélérateur de décarbonation industrielle.

Ma quatrième conviction: la politique industrielle doit pouvoir s'adosser à un marché unique approfondi.

In the first 200 days, we will present a single market strategy, because the single market remains largely an untapped treasure. Too many barriers remain.

Solo para dar unos ejemplos: dos tercios de las barreras que las empresas reportan hoy son las mismas que reportaban hace casi veinte años; hay cinco mil quinientas profesiones reguladas en Europa y representan un cuarto de los trabajadores europeos; en muchos sectores, en las comunicaciones, por ejemplo, todavía tenemos veintisiete mercados en lugar de uno.

Si queremos una Unión Europea que sea más competitiva necesitamos algo más que un mercado único: ¡necesitamos un mercado sin fisuras, un mercado simple!

We don't only need a single market, but also a simple market.

Au-delà du pacte pour l'industrie propre et de la stratégie pour le marché unique, la politique industrielle que je souhaite mener s'articule autour de trois mots d'ordre: simplifier toujours plus, investir toujours plus intelligemment, agir toujours plus stratégiquement. Parce que la politique industrielle et la politique de compétitivité ne peuvent pas être uniquement une juxtaposition de plans de crise.

Ce mandat sera d'abord celui de la simplification et c'est avant tout une question de volonté politique. Si vous me faites confiance, je veillerai avec le commissaire Dombrovskis à cette simplification. Il faut revenir à la raison d'être de nos entreprises: grandir, créer de la valeur, créer des emplois, faire vivre également nos territoires. Pour qu'elles puissent s'y consacrer pleinement, il faut leur simplifier le quotidien. La bureaucratie est surtout et avant tout insupportable pour nos 24 millions de PME, qui sont le cœur battant de notre économie européenne. À chaque moment de la mandature, à chaque étape du processus décisionnel, j'aurai un réflexe PME. Je proposerai d'ailleurs au collège un passeport PME car je ne veux plus que, sur ce continent, nos entreprises perdent un temps précieux à prouver systématiquement et en permanence leur statut juridique.

Néanmoins, permettez-moi de clarifier ici un point précis, car il ne faut pas se tromper d'exercice: je souhaite débureaucratiser, simplifier au maximum, y compris avec une vraie volonté politique. Cela ne veut pas dire déréguler.

Ce mandat sera aussi celui des investissements. Tous, ici, nous connaissons les montants colossaux qu'il faudra mobiliser pour atteindre nos ambitions climatiques et numériques et pour rester dans la course industrielle. Il faudra d'abord mobiliser des investissements privés; cela suppose une véritable union de l'épargne et de l'investissement pour accélérer les investissements productifs. Vous avez tous en tête les pépites de la tech européenne qui quittent, trop souvent, l'Europe car elles ne parviennent pas à lever suffisamment de fonds pour soutenir leur croissance. Ce sont autant d'emplois perdus pour les Européens, autant d'innovations et de brevets loin de nous, autant de déploiements industriels manqués, autant d'épargnants européens qui ne récoltent pas le fruit de leur excellence scientifique et technologique. Sur toutes ces questions, il faudra susciter un électrochoc, en particulier sur le *scale-up*, et j'accompagnerai les efforts des commissaires Albuquerque et Zaharieva en la matière.

La bataille de l'investissement, c'est aussi savoir faire appel à l'investissement public et créer une force d'entraînement dans l'économie réelle. Le prochain budget européen 2028-2034 sera d'ailleurs l'occasion de créer un Fonds européen pour la compétitivité. Ce fonds devra être ciblé, simple et flexible, avec une boîte à outils de financement, en fonds propres comme en garanties. Comme avec InvestEU, le *derisking* permettra d'ailleurs de maximiser l'impact des fonds européens et des fonds publics, et nous continuerons par ailleurs à renforcer les synergies entre les investisseurs publics et privés en créant de nouveaux PIIEC, des projets importants d'intérêt

européen commun, en simplifiant les procédures et en utilisant, évidemment, l'ensemble de notre panoplie de fonds européens.

Un autre levier sera celui des marchés publics: ils représentent 14 % du PIB européen chaque année. Je veux faire de la révision des règles existantes une de mes priorités pour que les critères de qualité, de durabilité et de résilience, soient davantage pris en compte, autrement dit passer du moins-disant au mieux-disant sur les marchés publics. Vous avez compris, nos besoins en investissements sont massifs et nous avons les moyens d'y répondre. Mais au-delà des moyens financiers et du cadre réglementaire, nous devons appliquer la bonne doctrine.

Cette Commission, enfin, sera géostratégique. Je suis de ceux qui croient encore que le commerce est une chance pour l'Europe. Cela étant dit, nous vivons dans un monde toujours plus polarisé auquel la politique commerciale traditionnelle n'est plus adaptée. Le monde a changé, il change encore, pas forcément à notre avantage. Il faut donc s'adapter. Pour préserver nos intérêts et nos valeurs, il faut trouver le bon équilibre entre une approche offensive avec des partenaires stratégiques pour sécuriser nos approvisionnements par exemple, et une approche défensive avec, notamment, des règlements sur les subventions étrangères ou les instruments de défense commerciale. Dans ce contexte, la stratégie de sécurité économique ouvre la voie.

Il faudra aussi continuer à développer une cartographie des technologies critiques et les accompagner d'un indicateur de dépendance. Je suivrai tous ces chantiers de près avec le commissaire Šefčovič. Les douanes auront aussi un rôle déterminant à jouer pour devenir un instrument à part entière de notre sécurité économique, nous y reviendrons peut-être lors de cette audition.

Si je résume la mission qui m'a été confiée, la politique industrielle doit dorénavant être intégrée en interne comme en externe, pour assurer une politique et une concurrence loyales sur le plan économique et social, pour ne laisser aucun Européen et aucune région sur le bord de la route, avec des investissements publics et privés pour répondre aux besoins de financement qui sont importants, de l'amont à l'aval, pour gagner la bataille de l'innovation.

Mesdames et Messieurs les parlementaires, Mesdames et Messieurs les députés, je souhaiterais conclure avec quelques mots sur la méthode de travail: dans un contexte géopolitique inédit et incertain, les institutions européennes doivent être agiles et unies. L'architecture de cette Commission est unique et met fin aux silos. Elle permettra aussi une grande collégialité. C'est une force. Avec tous les groupes de ce Parlement, je m'engage à coconstruire sur le temps long. Je serai présent en plénière, dans vos commissions, en trilogie, je donnerai suite aux rapports d'initiative et aux résolutions. Je poursuivrai également le dialogue avec les entreprises et les partenaires sociaux. Enfin, je veux préciser, peut-être, ici le critère collectif de réussite si vous me faites confiance.

In 5 years from now, I want Europe to be better off than today.  
D'ici cinq ans, je veux que l'Europe soit plus riche qu'aujourd'hui.

Wohlstand via Standort garantieren.  
Quiero que los europeos tengan un vida mejor.

Derrière ces objectifs, ce sont des promesses de prospérité économique, mais aussi des promesses pour nos concitoyens. À l'échelle d'un foyer, c'est la promesse de vivre toujours mieux d'une génération à l'autre. À l'échelle d'un territoire, c'est la promesse d'un tissu économique et social fort. À l'échelle d'une société, c'est la promesse du financement de notre modèle social et de nos services publics. Et, peut-être le plus important, à l'échelle de l'histoire, c'est la promesse d'un continent qui abandonnera sa naïveté pour redevenir maître de son destin. Je vous remercie.

1-0019-0000

**Andreas Schwab (PPE).** – Monsieur le commissaire désigné, voici une autre étape d'une carrière politique extrêmement positive: en 2019, élu pour la première fois au Parlement européen, puis président de groupe politique, ministre des affaires étrangères et maintenant commissaire désigné. C'est quand même impressionnant.

In dem Brief, den die Kommissionspräsidentin als Vorgabe gemacht hat, wird allerdings auch in der Zeit dieser letzten fünf Jahre doch einiges kritisch infrage gestellt. Deswegen möchte ich einfach gerne zwei Begriffe, die Sie gerade in Ihrer Rede auch erwähnt haben, aufgreifen: einmal den Elektroschock und zum anderen das Stichwort „Wohlstand für alle“. Was macht Stéphane Séjourné in den kommenden fünf Jahren, um die Europäer mit dem Wohlstand wieder zu versorgen, den wir in den vergangenen Jahren leider versäumt haben?

1-0021-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Monsieur le député, merci également pour vos félicitations.

Si vous me faites confiance, nous aurons comme objectif, comme je l'ai évoqué dans cette introduction, de pouvoir faire face, de manière offensive et défensive, aux problématiques de l'industrie de ces dernières années et aux enjeux qui sont devant nous. Nous aurons une politique par secteur, avec la résolution des crises. Une politique sur la simplification également, et je tiens d'ailleurs à vous rassurer là-dessus, puisque c'était l'un des principaux points que vous aviez soulevés quand nous nous étions vus. Et une politique offensive et horizontale qui est liée aux entrées, y compris à l'accès des entreprises, dans l'économie.

Tous ces points doivent créer des emplois, créer la prospérité, permettre de retrouver des finances publiques et des impôts pour pouvoir garantir nos services publics, la compétitivité européenne, ainsi que notre modèle social et des emplois de qualité pour les Européens.

Il y a un lien entre compétitivité et modèle social. C'est pour cela que cette politique sera entièrement intégrée sur les domaines de compétence qui relèvent de mon portefeuille, c'est-à-dire le marché unique et l'industrie, mais également sur les autres aspects du cluster, notamment le commerce international. On voit bien, et on l'évoquera probablement dans cette audition, que tous ces sujets sont liés aux ingérences et à notre capacité à pouvoir être défensif sur un certain nombre de secteurs industriels qui sont aujourd'hui attaqués sur notre marché.

Nous travaillerons avec ma collègue Teresa Ribera sur les aspects de politique, notamment de la concurrence. Donc, comme vous le voyez, compétitivité et prospérité constituent les deux faces d'une même pièce, tout comme l'intégration de l'ensemble des politiques dans la politique de compétitivité européenne.

1-0022-0000

**Andreas Schwab (PPE).** – Vielen Dank, Herr designierter Kommissar! Im Hinblick auf die Vereinfachung sind wir uns, glaube ich, einig. Aber es wird natürlich auch darum gehen, Arbeitsplätze aus dem Berichtspflichtenbereich herauszunehmen und in die Wettbewerbsfähigkeit zu stellen, die Sie gerade erwähnt haben. Was können wir erreichen, um die Berichtspflichten zu vereinfachen? Ich sitze hier ja auch neben einem elsässischen Kollegen, den ich sehr schätze. Zwischen Deutschland und dem Elsass wollen wir natürlich auch etwas mehr Arbeitnehmerentsendung ermöglichen, wo wir in Europa in den vergangenen Jahren nicht das erreicht haben, was wir brauchen. Können wir auch da Vorschläge erwarten?

1-0023-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Monsieur le député, tout d'abord je veux vous dire que on travaillera probablement tout de suite sur la digitalisation. On aura un test de résistance de tout l'acquis communautaire. On va travailler d'ailleurs par secteur d'activité pour voir l'accumulation des strates à simplifier par secteur et pas uniquement par législation. C'est très important, y compris avec la législation secondaire. Je serai donc très attentif également à la législation secondaire.

On va harmoniser et on mettra en cohérence nos législations, puisqu'il y a des objectifs qui sont partagés dans beaucoup de législations européennes, mais qui demandent des documents différents aux entreprises. Donc il faut qu'on arrive à harmoniser pour éviter de multiplier les demandes. Puis on arrivera à européaniser, c'est aussi le sens du marché intérieur. «One in 27 out» comme on dit, qui est aussi l'acquis communautaire et qui nous permet de construire et de supprimer l'ensemble «une norme» par l'ensemble «27 normes»: c'est l'harmonisation européenne. C'est là-dessus que je souhaite également avancer dans le cadre du marché unique.

1-0024-0000

**Dan Nica (S&D).** – Domnule vicepreședinte executiv, aș dori să vă pun o întrebare pe care m-au rugat cei 10 000 de oameni care lucrează pe platforma combinatului siderurgic de la Galați, unul dintre puținele combinate siderurgice care se mai chinuie să funcționeze în estul și sud-estul Europei. În primele 100 de zile, vă angajați să veniți cu un plan concret de acțiune pentru salvarea industriei oțelului în Uniunea Europeană?

Lor li se alătură celelalte sute de mii de lucrători din Uniunea Europeană, din industria oțelului, care spun așa: Ca să avem o industrie competitivă, domnule comisar responsabil pentru industrie, veți lua măsuri concrete pentru a stopa aceste importuri care vin din țări din afara Uniunii Europene - și care evident că sunt mai ieftine, că nu plătesc taxe, nici pe bioxid de carbon și nici alte tipuri de taxe - și care fac ca industria oțelului din Uniunea Europeană să fie necompetitivă?

1-0025-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Monsieur le député. D'abord, vous dire que sans acier, il n'y a pas d'éoliennes. Sans acier, il n'y a pas de rail. Sans acier, il n'y a pas de buildings. Et l'acier, c'est 310 000 emplois directs, plus de 2 millions d'emplois au niveau européen. Et évidemment que l'acier est né avec l'Union européenne, on ne le laissera pas mourir. Il y aura un plan sur l'acier après de larges consultations.

Ce que je peux vous dire maintenant, sur quoi je peux m'engager tout de suite, c'est d'abord qu'il y a un effet ciseaux, que j'évoquais dans mon introduction, entre les prix de l'énergie et les surcapacités chinoises qui arrivent sur le territoire européen. Il faut donc un plan, et, sur la dimension extérieure que vous évoquez, dans les cent premiers jours, je m'engage à remplacer les mesures de sauvegarde par un dispositif pérenne, notamment sur la question de la protection du secteur. Cela devra permettre notamment aux industries d'avoir de la prévisibilité. Je sais qu'un certain nombre aujourd'hui d'investissements sont totalement gelés dans le secteur, en attente d'annonces de la part de la Commission européenne. Il faut que cela puisse avancer rapidement. Cela contribuera en quelque sorte à débloquer un certain nombre d'investissements de décarbonation de grands secteurs industriels, afin d'avoir une sécurité autour de ces questions-là.

Et puis sur la dimension qui est liée au CBAM, je m'engage également à regarder, évidemment, l'extension du CBAM et à l'élargir au secteur aval pour éviter les délocalisations. C'était un sujet que vous avez vous-même évoqué et je crois que le rapport de 2025 nous permettra d'y voir plus clair. Mais la tendance, en tout cas, est plutôt à cela dans le secteur de l'acier.



1-0026-0000

**Dan Nica (S&D).** – Domnule vicepreședinte executiv, ați spus că fără oțel nu există nimic în economia Uniunii Europene, că oțelul se regăsește în toate. Și atunci, pentru ca să putem avea o industrie a oțelului competitivă, este nevoie de găsirea unor surse de finanțare concrete. Pentru ca să faci o unitate de producere a oțelului decarbonizată, costurile sunt între 600 de milioane EUR și 1 miliard EUR.

Care sunt soluțiile concrete pentru ca cei care lucrează din greu să poată să aibă un viitor într-o industrie a oțelului, să producă un oțel curat, să aibă acces la surse de finanțare? Veți da acces ca pe toate liniile de finanțare din fondurile europene să poată să acceseze și asemenea tip de sprijin? Veți introduce cerințe exprese pentru Banca Europeană de Investiții ca să finanțeze aceste proiecte de producere a oțelului curat, astfel încât și cei care investesc privat să poată să vină cu o contribuție? Dacă nu există acest echilibru între toate sursele de finanțare, nu cred că industria oțelului poate să supraviețuiască. Care sunt soluțiile dumneavoastră, domnule vicepreședinte?

1-0027-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Vous avez raison. D'ailleurs les BPI et la BEI financent déjà des projets d'acier vert. Il y a des projets innovants, notamment en Suède, qui peuvent servir d'exemple, notamment pour faire venir des cleantechs autour des aciéries pour pouvoir les décarboner. C'est peut-être la dimension win-win de ce volet-là, puisque cela crée des emplois d'un côté et cela décarbone d'un autre côté, ce qui va dans le sens des orientations que nous avons prises.

Je crois que la volonté de Nadia Calviño et la demande du Conseil européen, encore récemment à Budapest, témoignent de la volonté d'accélérer la prise de participation et donc, notamment, de permettre à la banque de pouvoir augmenter ses investissements, ce que je souhaite également. Il y a les instruments européens, via InvestEU, qui permettront aussi d'accélérer le *derisking* dans un certain nombre de secteurs, notamment l'acier.

Donc oui, je m'engage évidemment à rajouter des moyens de financement et, surtout, à accélérer la décarbonation de ces grands sites.

1-0028-0000

**Virginie Joron (PFE).** – Monsieur Séjourné, je suis étonné de vous voir ici pour un poste de commissaire à la prospérité et à la stratégie industrielle.

Vous avez fui votre bilan au Parlement européen en refillant le bébé à une collègue. Vous avez récupéré un poste de ministre pour quelques mois et aujourd'hui, vous êtes de retour à Bruxelles. Vous remplacez M. Breton, démissionnaire forcé, qui a lui-même remplacé M<sup>me</sup> Goulard, candidate refoulée par les parlementaires. Vous avez perdu les élections européennes et les législatives. Vous incarnez donc ce triste bilan d'Emmanuel Macron qui a mis la France en faillite.

Quand vous étiez député européen, vous vous êtes targué de nous empêcher de représenter des millions de voix avec un cordon anti-démocratique. C'est cela votre projet pour les cinq ans à venir? Exclure plus de 7 millions d'électeurs français, exclure plus de 20 millions d'électeurs européens?

Monsieur Séjourné, vous serez en charge du pacte pour une industrie propre. Est-ce que vous soutenez la demande de ne pas appliquer les sanctions contre les constructeurs automobiles qui ne rempliraient pas les objectifs de baisse d'émissions de CO<sub>2</sub> en 2025?

1-0029-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Je ne répondrai pas sur la première partie de votre interpellation, mais vous n'êtes pas à ma place, donc vous n'avez pas non plus gagné les élections en France, de ce point de vue-là. D'abord, j'ai été parlementaire européen pendant quatre ans, j'ai été président du troisième groupe du Parlement européen et ce sont, ici, les parlementaires qui jugeront de ma légitimité à occuper ce poste. Je prends très au sérieux cette pratique démocratique, qui est aussi inédite, qui, pour les Français en tout cas, n'existe pas dans les institutions, et qui permet également d'avoir un exercice de transparence sur la politique qui va être menée et de revoir la copie avec les parlementaires européens si jamais il y a des interrogations et des demandes de leur part. Je n'ai pas de leçon de légitimité à recevoir de votre part, mais je vais répondre évidemment à votre question.

On abordera probablement énormément de questions sur l'automobile et, je vous le dis, il y a de la prévisibilité aujourd'hui. Il reste encore un an avant de commencer la clause de revoyure qui avait été convenue avec le Parlement et le Conseil lors de l'adoption de la législation; il nous reste onze ans avant 2035, qui est la date pour la fin de la commercialisation du moteur thermique. Je pense que nous pouvons encore réussir, y compris sur les amendes que vous évoquez, à éviter cela en allant plus loin dans les ventes de l'année prochaine. J'ai également un plan pour pouvoir accélérer la demande de véhicules, notamment de véhicules électriques, dans les prochains mois. Il faudra le mettre en place assez rapidement, et évidemment que cette question ne se posera pas pour les constructeurs si les ventes sont au rendez-vous. Ce sera aussi notre responsabilité de pouvoir les susciter.

1-0030-0000

**Virginie Joron (PSE).** – Monsieur Séjourné, en fait, plus personne à Bruxelles ni à Paris n'écoute Emmanuel Macron. J'ai lu les instructions que vous avez reçues de l'administration de la présidente von der Leyen, les mots «entreprise européenne» n'apparaissent pas. Donc ne dites pas que la priorité européenne c'est l'objectif de Bruxelles. Puisque vous êtes chargé de la révision de la directive sur les marchés publics, pourquoi la Commission a-t-elle confié son *cloud* à Amazon, Google et sa messagerie à Microsoft, son réseau sécurisé à British Telecom et son recrutement à un fournisseur américain, sans parler des contrats de conseil avec McKinsey?

Nous devons obtenir la préférence locale ou européenne dans les marchés publics, au minimum des quotas d'entreprises européennes. Vous avez évoqué par écrit que la Commission va reprendre votre idée. Ma première question est: quels sont donc les critères qui définissent une entreprise européenne pour la Commission? Et la seconde: vous engagez-vous à donner l'exemple en listant toutes les entreprises fournissant la Commission et à les remplacer par des entreprises européennes?

1-0031-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – D'abord, Madame Joron, les entreprises européennes, ce n'est pas uniquement lié à leur nationalité, mais c'est aussi lié à la production et à leur site de production. Est-ce qu'elles créent aussi des emplois, de la richesse? Est-ce qu'elles refinancent notre modèle social? Et donc il y a des entreprises à l'international qui produisent, y compris en Europe, et on doit aussi, je crois, avoir une politique européenne d'attractivité, pour les entreprises à l'international, en Europe. La question n'est donc pas celle de la nationalité de l'entreprise, mais: est-ce qu'elle contribue à la richesse européenne? Et moi, évidemment, dans les marchés publics, la question, notamment, de la résilience dans un certain nombre de secteurs stratégiques aura comme objectif l'emploi. Elle aura comme objectif de s'assurer du financement du modèle social indirectement, évidemment, de la qualité de ces emplois, et puis de la sécurité, aussi, des approvisionnements.

Je continuerai après, puisque je suis rappelé à l'ordre par la Présidente.

1-0032-0000

**Giovanni Crosetto (ECR).** – Signor Presidente, signor Commissario designato, è dalla crisi finanziaria del 2007-2008 che l'Unione europea ha sperimentato un divario significativo e persistente negli investimenti privati rispetto alle principali economie, *in primis* Stati Uniti e Cina.

Divario che non è stato compensato da un aumento degli investimenti pubblici, quantomeno europei, in quanto il bilancio annuale dell'Unione europea è di poco superiore all'1% del suo PIL. Per affrontare questo problema potrebbero essere introdotti nuovi strumenti, come ad esempio un *safe asset* comune europeo.

Questo faciliterebbe il completamento dell'Unione dei mercati dei capitali e rafforzerebbe il ruolo dell'euro come valuta di riserva e anche come riserva di valore, fornendo alle famiglie dell'Unione europea un *asset* al dettaglio sicuro e liquido.

Alle luce di queste sfide, potrebbe spiegare quali misure specifiche, in termini di strumenti e mezzi di finanziamento, la Commissione intende adottare per colmare questo *gap* in termini di investimenti.

1-0033-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Monsieur le député, tout d'abord je veux vous dire que, alors qu'on parle de 800 milliards d'euros par an dans le rapport Draghi, l'augmentation du financement va être nécessaire. Il faudra probablement commencer par l'union de l'épargne et de l'investissement qui pourrait, selon nos calculs, représenter à peu près 470 milliards d'euros d'ici 2030. Vous allez me dire que ça ne va pas jusqu'aux 800 milliards, mais ça contribue, en tout cas pour nous, à l'investissement qui manque aujourd'hui pour l'industrie et la compétitivité.

Alors, comme l'a proposé la Présidente, nous créerons des produits d'épargne européens pour mobiliser l'épargne des ménages, notamment avec une culture des épargnants et une culture des risques très différentes d'un pays à un autre. Ce sera donc à ma collègue Albuquerque de travailler à ce produit d'épargne. Je pense qu'il faudra regarder si on a un produit d'épargne, ou plusieurs types de produits d'épargne qui corresponde à notre capacité à lever l'épargne européenne. Elle constitue aujourd'hui, selon nos estimations, à peu près à 10 milliards d'euros qui dorment sur les comptes d'épargne des Européens.

Donc tout ceci est de la capacité de financement pour nos entreprises. C'est bon pour nos entreprises et bon pour les épargnants, également, qui contribuent à la richesse européenne et qui peuvent aussi bénéficier de l'excellence technologique européenne dans un certain nombre de secteurs. Pour que cette union d'épargne et d'investissement aboutisse, il faudra également se poser la question de la titrisation et de la supervision, toujours dans le même but de répondre à l'investissement. Je sais que cette question est sensible et la commissaire Albuquerque reviendra probablement vers vous en coordination avec mon pôle pour aborder ce sujet.

1-0034-0000

**Giovanni Crosetto (ECR).** – Oltre a cercare di colmare il divario di investimenti, si rende sempre più necessario colmare anche il divario in termini di innovazione e produttività con le grandi economie del mondo.

Diventano quindi necessari tutti quegli investimenti in quei settori che Lei ha definito strategici, che stimoleranno significativamente la crescita economica e la competitività, rendendo quindi fondamentale dare priorità alle macroaree con il più alto potenziale.

Settori critici come l'ammodernamento delle nostre reti digitali, il potenziamento delle infrastrutture, siano esse di interconnessione o energetiche, e gli investimenti in tecnologie emergenti, offrono notevoli opportunità per la futura competitività dell'Unione europea.

Potrebbe spiegare, un po' più nel dettaglio, quali settori che Lei ha definito strategici e quali *public goods* ritiene debbano essere considerati prioritari per massimizzare la prosperità economica e l'innovazione?

1-0035-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Vous avez évoqué un certain nombre d'outils. Je les partage, notamment sur l'appropriation des entreprises, des nouvelles technologies et on reparlera probablement de la question de la productivité en Europe, qui est clé pour notre industrie. On aura le fonds de compétitivité comme outil principal dans le budget prochain et dans le prochain CFP, et notamment avec pour but de démultiplier les investissements privés et donc de dérisquer sur le modèle d'InvestEU, que vous connaissez bien ici. On aura l'achèvement de l'Union bancaire également, qu'il ne faut pas oublier, même si je sais que ce sujet est un peu limité aujourd'hui et qu'il y a des contraintes à le faire avancer, notamment du côté du Conseil.

Il y aura également la création de l'outil de coordination de la compétitivité, qui doit justement nous permettre de coordonner les politiques nationales de compétitivité et nous permettre de tirer dans le même sens, puisque si on calcule les investissements qui sont faits dans les budgets nationaux, on n'est pas très loin de l'investissement qui est fait aux États-Unis et en Chine. Et donc on aura besoin aussi de cette coordination particulière. Sur les secteurs stratégiques, j'y reviendrai probablement dans une autre question.

1-0036-0000

**Christophe Grudler (Renew).** – Monsieur le vice-président exécutif et commissaire désigné, merci pour votre très bonne intervention. J'ai noté qu'à la fin vous avez cité l'histoire, et l'histoire on dit souvent que c'est le meilleur pont entre le passé et l'avenir. Dans ce cadre-là, il faut rappeler que l'industrie est née en Europe et que c'est l'industrie propre que l'Europe doit maintenant mettre en place pour assurer son avenir. Le pacte pour une industrie propre sera une initiative majeure.

J'ai trois questions rapides: quels sont pour vous les secteurs stratégiques qui doivent figurer dans ce pacte pour une industrie propre? Quels outils allez-vous utiliser pour redévelopper chacun de ces écosystèmes industriels? Et enfin, comment comptez-vous offrir davantage de débouchés à nos produits industriels européens, et lever les derniers freins au marché commun européen?

1-0037-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Monsieur le député, pour ces trois questions en une. Elle me permet de faire le lien avec la question précédente et de vous dire que, pour les secteurs stratégiques, nous aurons à cœur de considérer les industries dites «traditionnelles» à décarboner. Nous avons déjà évoqué l'acier, mais je pourrais aussi évoquer l'aluminium et la chimie. Nous avons donc besoin des nouvelles technologies, notamment des clean tech de demain et de développer l'ensemble de notre écosystème innovant pour permettre le développement et la décarbonation plus rapides de ces industries.

Cette stratégie est aussi horizontale, puisque nous devons considérer l'ensemble de ces secteurs au travers d'un prisme horizontal: les permis, souvent trop lents à délivrer, l'énergie souvent trop chère – nous évoquerons le sujet, et mon collègue commissaire à l'énergie vous a déjà présenté le plan européen –, les technologies souvent trop peu utilisées et les compétences souvent limitées dans les nouveaux secteurs d'activité.

Donc, pour résumer – Monsieur le député –, il nous faut d'abord avoir pour objectif de permettre aux grandes industries, dont nous allons avoir besoin, de passer cette transformation, et donc de les aider, et de permettre à la nouvelle industrie, qui sera aussi créatrice d'emplois, de valeur ajoutée européenne et de croissance, d'émerger et de ne pas se retrouver, comme beaucoup, à chercher des financements de l'autre côté de l'Atlantique.

1-0038-0000

**Christophe Grudler (Renew).** – Merci pour vos réponses.

Je voudrais me concentrer sur un secteur stratégique: l'industrie aéronautique. L'Europe reste un leader dans ce domaine, mais le défi majeur de l'avion entièrement propre reste devant nous. Or, d'autres secteurs industriels, comme celui de l'automobile ou maritime, ont des stratégies à venir pour accompagner leur décarbonation. Pouvez-vous nous confirmer que l'industrie aéronautique fera pleinement partie du pacte pour une industrie propre? Pouvez-vous vous engager sur une réelle stratégie pour l'industrie aéronautique et pour sa décarbonation?

1-0039-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Monsieur le député, d'abord, la mobilité fera partie intégrante de notre stratégie. Et dans le *Clean Industrial Deal* que nous devons présenter dans les 100 premiers jours, comme je l'ai évoqué en introduction, la mobilité, et notamment l'industrie aéronautique, fera partie de notre réflexion puisque c'est une industrie clé dans notre stratégie industrielle. Et parce qu'elle est en pleine transformation également et qu'il faut pouvoir l'accompagner en réduisant notamment les émissions, en regardant les utilisations, y compris dans la conception même des aéronefs – et vous en savez quelque chose puisque vous avez déjà travaillé sur ces sujets. Cela représente 15 millions de travailleurs un peu partout en Europe, et si je regarde notamment du point de vue de la diversité des territoires que l'industrie concerne, c'est énormément de territoires divers partout en Europe. Et donc il y aura une vraie stratégie industrielle aéronautique et le renforcement de l'ensemble des chaînes de valeur qui sont liées à ce secteur.

1-0040-0000

**Isabella Lövin (Verts/ALE).** – Dear Vice-president-designate, the climate crisis is already here. But being Swedish, I strongly believe that the EU now has a unique possibility to show the world that we can make the transition both fast and successful, through investments in green technologies and through creating a green lead markets for materials.

So I wonder: do you commit to prioritise and earmark funding into the Clean Industrial Deal for the manufacturing of the top five green technologies that are the most cost-efficient and the most needed throughout the Union, namely PVs, heat pumps, wind batteries, electrolysers and power cables?

Secondly, creating lead markets for EU green basic materials is essential and should be prioritised in the Industrial Decarbonisation Accelerator Act, particularly for steel and cement, which account for a substantial part of global emissions. Do you commit to adopt a science and environmentally based approach in the ongoing revision of the standards for cement to facilitate the market uptake of low-carbon cement, in particular drastically slashing the amount of clinker in cement?

1-0041-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Madame la députée. Tout d'abord, depuis 2021, et c'est tout de même une force de l'Union européenne, on a installé plus de 200 gigawatts de capacités supplémentaires, notamment en électricité et en solaire, en éolien.

Cela représente quand même 58 % de hausse, soit l'équivalent de 10 % de ce qu'on consommait en gaz avant la guerre en Ukraine. Il y a donc tout de même des chiffres positifs dans cette période qu'il faut mettre en avant, des politiques qui ont été menées lors de l'ancienne mandature, et donc des objectifs qui sont à atteindre, qui sont très ambitieux.

Je répète les objectifs européens: 42,5 % des besoins en énergie doivent être couverts d'ici 2030 par des énergies renouvelables. Pour y arriver, vous l'avez dit, on a eu un certain nombre de situations différentes, et donc de *cleantech* qui sont très différentes et qui nous donnent des options très variées, et qui sont elles-mêmes dans des situations différentes.

On a la question du solaire, dont d'ailleurs la Chine domine à peu près 80 % de la chaîne de valeur: c'est un problème – on l'évoquera, mais on doit encore gagner la bataille sur ce sujet. Il y a l'éolien européen, qui est un produit majoritaire et qui se déploie un peu partout en Europe. On a les batteries, avec des investissements massifs: il y a eu 14 milliards d'investissements dans les filières des batteries. Les pompes à chaleur, je l'évoquais en introduction, sont en réduction massive; il faut donc recréer une forme de demande. Et puis tous les électrolyseurs, avec des avantages technologiques en Europe qui sont massifs par rapport à nos concurrents. Ainsi, il ne faut pas lâcher la filière sur les électrolyseurs, notamment, parce qu'on a cette capacité à avoir une longueur d'avance en termes technologiques qu'il faut qu'on arrive à garder.

Tous ces sujets-là seront prioritaires dans les investissements que nous ferons, et notamment dans le fonds de compétitivité.

1-0042-0000

**Isabella Lövin (Verts/ALE).** – Thank you very much for that answer. I do hope that there will be earmarked funding for these really important technologies.

My second question is about the need for a strong social dimension to be a cornerstone of the EU industrial strategy. We need public support and the industrial policies to be fair and affordable for all citizens, especially the most vulnerable.

For that reason, I wonder if you can commit to add a fourth guiding principle on social justice and fairness for all citizens in the European Competitiveness Fund, applying social conditionalities such as transition plans, decent wages and respect for workers' rights, reskilling during working hours, on all forms of public support to businesses and including a clawback mechanism in case of non-compliance?

Also, could you commit to setting up an EU social funding scheme, prioritising the most vulnerable households to enable them to uptake the new green technologies, such as electric vehicles?

1-0043-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Madame la députée, vous me demandez beaucoup d'engagements. Tout d'abord, l'objectif est quand même de créer des emplois, et des emplois de qualité, qui puissent durer dans le temps, et donc d'avoir une industrie – notamment la nouvelle industrie, qui est en train de se développer – qui va nous permettre d'avoir et de récupérer, pour les États membres et puis pour l'Union européenne, la capacité de pouvoir – je le disais en introduction – financer notre modèle social européen, qui est probablement le mieux-disant.

Il y a, il y aura des conditions et une dimension sociales dans le pacte pour une industrie propre. Évidemment, le pacte pour une industrie propre ne réglera pas la question sociale, mais il peut en tout cas contribuer aux conditions de travail équitables, à l'égalité des chances, à la protection et à l'inclusion, notamment des travailleurs, et à la compétitivité. Et, si nous voulons plus de

productivité, il y aura aussi la condition que les salariés aient des emplois de qualité et des conditions de travail acceptables. Oui, il y aura donc une réflexion sur les questions sociales dans le pacte pour une industrie propre, dont je partagerai avec vous les enjeux.

1-0044-0000

**Manon Aubry (The Left).** – Monsieur Séjourné, l'Europe est actuellement le théâtre d'une véritable saignée industrielle. Partout, les usines mettent la clé sous la porte et les travailleurs se retrouvent sur le carreau. Avec près de 200 plans de licenciements en cours et plus de 150 000 emplois menacés, comme chez Michelin ou chez Valeo, la France est aux premières loges de cette immense casse sociale. Mais je ne vous apprends rien. Ce bilan, c'est le vôtre, c'est celui d'Emmanuel Macron. D'ailleurs, vous avez eu raison de dire que l'extrême-droite n'a pas gagné les élections en France, mais vous non plus: c'est le nouveau Front populaire qui les a gagnées.

Je reviens à votre politique, qui est de déverser des milliards d'euros d'aides publiques aux multinationales sans jamais rien exiger en retour, ni sur les emplois, ni sur les salaires, ni sur les délocalisations, ni sur les montants faramineux des dividendes. Allez-vous enfin demander des contreparties sociales et environnementales? Dans quel monde imaginaire pensez-vous pouvoir mettre en œuvre une véritable politique industrielle sans rompre avec le «tout concurrence», le «tout marché» et le «tout libre-échange» promu jusqu'alors par l'Union européenne?

1-0045-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Madame Aubry, je n'évoquerai pas le débat dont vous parlez au début de votre intervention, mais peut-être entrerais-je sur le fond et le contenu. Évidemment, partout en Europe, et la France est concernée, on peut voir un certain nombre de plans sociaux et des entreprises qui ferment, pour peut-être différentes raisons. Aussi, il faut regarder entreprise par entreprise, secteur par secteur, les raisons de ces fermetures. Vous évoquez Auchan, vous évoquez Michelin. On peut évoquer en Allemagne les fermetures concernant le secteur automobile. Elles ont toutes des raisons différentes, mais il y a quand même des raisons structurelles.

Les raisons structurelles, c'est ce que j'évoquais: la perte de compétitivité, la perte de productivité, mais aussi d'autres raisons puisqu'on a probablement affaire à un effet ciseau qui réduit et qui rend moins compétitives nos entreprises, à cause d'une augmentation massive des prix de l'énergie. On va tout faire pour les faire descendre et on aura un plan sur ce sujet dans les prochaines semaines, les prochains mois, et également sur les surcapacités un peu partout dans le monde qui arrivent sur le territoire. C'est la conjonction des deux phénomènes qui met en difficulté notre industrie.

Alors pour répondre à cet enjeu, on aura besoin de financements, on aura besoin de plans de transition, on a besoin de décarboner notre économie, puisque c'est notre capacité à faire redescendre les prix d'un point de vue économique. Pour toutes ces raisons, l'Europe aura un rôle à jouer pour éviter la casse sociale, comme vous le disiez, en tout cas la fermeture des usines et de nos industries un peu partout en Europe. Je le répète encore une fois, nous aurons besoin de la «vieille industrie», y compris je le disais l'acier. On ne peut pas faire des éoliennes sans acier, on ne pourra pas faire du rail sans acier. Tout ça sera donc l'enjeu de nos politiques européennes concernant l'industrie lourde.

1-0046-0000

**Manon Aubry (The Left).** – Vous avez parlé du prix de l'énergie. C'est un sujet dont on n'aura pas le temps de parler ici, et le marché européen de l'énergie, je pense, en cela, est problématique. Mais la réalité, c'est que depuis des décennies, l'Union européenne organise

avec un zèle inégalé les conditions de sa propre dépendance économique et de sa faillite industrielle.

Et vous n'avez pas répondu spécifiquement sur les accords de libre-échange et je reviens donc là-dessus, parce que l'Union européenne est en train de signer à tour de bras des accords de libre-échange, avec le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Mercosur – bientôt probablement, vous allez nous le dire –, mais aussi l'Australie, la Thaïlande, l'Inde... Bref, des accords qui exposent sans cesse notre industrie et notre agriculture à la concurrence des importations et au dumping social et environnemental.

Donc, dites-nous clairement si vous envisagez de rompre avec ces accords de libre-échange pour envisager une véritable réindustrialisation, à la fois du point de vue du libre-échange, mais aussi d'un point de vue industriel? Je pense aux panneaux photovoltaïques, pour lesquels nous sommes dépendants de la Chine. On ne peut pas envisager une transition écologique sans réindustrialiser aussi les outils de la transition écologique.

1-0047-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Madame Aubry, 40 % de nos échanges commerciaux sont couverts par un accord commercial. Mais ça ne veut pas dire que pour le reste, il n'y a pas d'échanges commerciaux. Il y a des échanges commerciaux avec tous les pays. Les accords commerciaux sont là pour réguler et donc avoir un accord qui soit au bénéfice de l'ensemble des parties.

Je ne suis pas contre le commerce international et j'ai donc été très pragmatique dans ma carrière d'ancien parlementaire, ici, au Parlement européen, quand il a fallu voter les accords, notamment celui sur la Nouvelle-Zélande, qui sont des accords respectueux des critères environnementaux, respectueux des secteurs agricoles concernés, qui intègrent des clauses miroirs et qui nous permettent justement de faire avancer nos valeurs européennes à l'autre bout du monde, puisque ce sont des échanges.

Évidemment, Maroš Šefčovič était là devant vous, il vous l'a dit. Moi, je n'ai pas d'information sur le Mercosur à ce stade. Peut-être que dès que je serai désigné et donc validé par le Parlement, j'en aurai, mais il n'y aura pas de signature de cet accord contre l'intérêt des Européens, en particulier des agriculteurs. Et je crois que c'est M. Šefčovič qui vous l'a dit ici même. Nous suivrons donc cela avec le commissaire en question, évidemment.

1-0048-0000

**Sarah Knafo** (ESN). – Monsieur le vice-président Séjourné, vous êtes aujourd'hui ici par la volonté d'un homme et d'un seul: Emmanuel Macron. Vous n'étiez pourtant pas son premier choix. Son premier choix était Thierry Breton, mais Ursula von der Leyen l'a sèchement refusé. Nous combattions Thierry Breton, mais il avait une qualité: il tenait tête à Ursula von der Leyen. Le président aurait dû faire respecter son choix, c'est le principe même de la souveraineté. Mais Emmanuel Macron a obtempéré. Il vous a nommé, vous, peut-être parce que madame Ursula von der Leyen vous tolère. Nous n'oublions pas l'humiliation pour la France, le sentiment d'être traités comme des moins que rien par la «reine de Bruxelles», qui décide de qui lui revient et de qui ne lui revient pas. Vous avez d'ailleurs perdu, en chemin, les deux tiers du champ de compétence précédent: un pouvoir diminué, une influence réduite. Un ministre anglais disait: «Quand vous voulez nommer quelqu'un à la tête d'une institution internationale, prenez toujours un Français, car c'est le seul qui ne défendra pas les intérêts de son pays». Alors, Monsieur Séjourné, serez-vous l'homme qui défendra la France au sein de cette Commission ou serez-vous un simple exécutant d'Ursula von der Leyen?



1-0049-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci Madame Knafo pour cette question, je vais essayer d'y répondre avec précision. C'est hors de mon champ de compétence, mais ça a un intérêt, en tout cas, car ça pose les conditions de travail de la Commission.

D'abord, chacun son style, mais pour moi, la perspective, ce sont évidemment les objectifs à atteindre. Je veux être jugé, à la fin des fins, dans cinq ans, sur ces questions: quel est l'état de l'industrie? Qu'est-ce que nous avons fait, nous, pour la soutenir? Quel est l'état du marché intérieur? Comment est-ce que nous avons pu gagner en compétitivité? Comment est-ce que la prospérité des travailleurs a augmenté dans une période de croissance économique?

Bref, je veux être jugé sur des résultats, donc ne me jugez pas sur un style, ou en tout cas sur l'idée que vous pouvez avoir de mon style, ni sur une relation avec la présidente qui serait meilleure ou moins bonne que celle de mon prédécesseur. Je pense qu'avoir de bonnes relations avec ses collègues et avec la présidente est plutôt un atout pour faire avancer ses idées. J'avancerai en tout cas avec les idées et l'intérêt général européen à cœur pendant tout mon mandat à la Commission, si vous me faites confiance.

1-0050-0000

**Sarah Knafo (ESN).** – Vous ne m'avez pas répondu sur les intérêts français, mais parlons donc de votre projet.

Au moment où les États-Unis et la Chine nous déclarent la guerre économique, vous poursuivez la guerre à nos industriels. Nos concurrents augmentent les droits de douane pour protéger leurs industries, nous taxons les nôtres plus que partout ailleurs dans le monde. Ils profitent d'une énergie quasi illimitée, quand, par votre faute, nous avons l'énergie la plus chère du monde. Ils dérèglent massivement, nous assomons nos industriels de normes.

En 20 ans, notre code du commerce s'est épaissi de 364 % sous l'influence de la Commission. La moindre minuscule PME est supposée s'y connaître en droit autant qu'un avocat au barreau de New York. Le bilan de cette politique, c'est d'avoir perdu, en à peine quinze ans Alstom, Arcelor, Pechiney, Technip, Lafarge, Alcatel, Essilor, les deux tiers de notre production automobile. Et la liste est non exhaustive, car le temps m'est compté.

Pourtant, votre première tâche sera, je vous cite, «d'intégrer la perspective de genre en mettant plus de femmes dans les conseils d'administration». L'élément-clé de votre stratégie sera, et je cite toujours, «la neutralité climatique avec un pacte pour une industrie propre visant à accélérer la décarbonation». Quelle ambition! Voilà qui va nous sauver des Chinois et des Américains. Allez-vous imposer des quotas de transsexuels dans les usines? Vous n'en êtes plus très loin! Avec un tel projet, vous avez plus de chances de transformer l'Europe en un terrain vague administratif qu'en puissance économique. Nous cherchons un chef de guerre pour notre stratégie industrielle, pas un chef de bureau... *(le Président retire la parole à l'oratrice)*

1-0051-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Je vous rassure, je ne serai pas un chef de bureau. Je suis un responsable politique. J'ai mes convictions.

Deux éléments de réponse: je ne peux pas me réjouir de tensions commerciales entre les États-Unis et l'Europe. Il faudra donc être intransigeant dans notre capacité à défendre notre industrie sur le plan commercial. Nous avons des règles: des règles antidumping, des règles antisubventions, des mesures de sauvegarde que j'évoquais, des clauses de réciprocité dans les marchés publics... Bref, les instruments sont là, il faut pouvoir les utiliser, sans pour autant provoquer une guerre commerciale.

On ne peut donc pas se réjouir des propos qui ont été tenus au cours de la campagne présidentielle américaine. Ce qui pourrait être fait en ce qui concerne les droits commerciaux, et notamment les droits douaniers, aura un impact sur les Européens et sur nos industries. Nous travaillerons donc dans les prochaines semaines à convaincre les Américains qu'il ne faut pas de guerre commerciale, et nous utiliserons nos instruments de sécurité économique de manière pragmatique et pas naïve.

1-0052-0000

**Borys Budka**, *Chair of the ITRE Committee*. – We have just finished the first round. We are 6.5 minutes behind the schedule, so immediately we start the second round.

1-0053-0000

**Anna Cavazzini**, *Chair of the IMCO Committee*. – Thank you so much. Dear colleagues, as you know, for the second round you have 1 minute of question time and 2 minutes of answer time. And as my dear colleague said, we are behind the schedule, so please, please respect the speaking time. It's unfair if some people speak double the speaking time.

1-0054-0000

**Jessica Polfjärd (PPE)**. – Dear Commissioner-designate, there are still obstacles to scaling up circularity. The upcoming Circular Economy Act will be important to make sure that future laws support both sustainability and economic growth.

In previous legislation, such as the Packaging and Packaging Waste Directive, we have seen clear examples of how the Commission has ignored successful recycling models from various countries. In Sweden, almost 90 % of all recyclable bottles and cans are recycled. Despite this, the Commission proposed measures that would have completely undermined Sweden's and other countries' successful recycling models.

What concrete measures will you take to ensure that successful national recycling models can become a natural part of the Circular Economy Act, instead of being entirely undermined?

1-0055-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Madame la députée, pendant le mandat précédent, on a beaucoup travaillé sur la question, notamment, de l'écoconception et donc on a travaillé sur la demande de produit. J'ai énormément d'actes de législation secondaire à prendre avec des actes délégués dans les prochains mois, sur lequel je ferai la totale transparence pour que ça aille dans le sens de ce qu'ont voulu également les parlementaires sur ce sujet-là. Mais on a beaucoup travaillé sur notre capacité à pouvoir mettre de la circularité dans les produits finis. Pour ce mandat, je vous propose de travailler sur l'autre volet de la circularité qui est l'offre, qui permettra d'avoir un vrai marché des déchets. Ce n'est pas le cas au niveau européen. C'est très contre-intuitif, des fois, sur un certain nombre de mesures puisqu'il faut permettre la circulation, y compris des déchets, dans l'Union européenne, et donc créer ce marché qui doit nous permettre de créer de l'offre après avoir créé les conditions de la réglementation, donc de la demande.

Dans ces conditions, évidemment, toutes les législations sectorielles qui sont liées à l'économie circulaire devront être mises en adéquation pour permettre justement cet effet d'échelle. Vous aurez donc dans les prochains mois une discussion autour de notre projet sur l'économie circulaire. Je vous inviterai évidemment à participer à cette réflexion pour pouvoir mettre l'ensemble des législations déjà votées en adéquation avec nos nouveaux objectifs.

1-0056-0000

**Pierre Juvet (S&D).** – Monsieur le commissaire désigné, l'élection de Donald Trump, l'agressivité économique de la Chine, la guerre aux portes de l'Europe et notre dépendance énergétique mettent à mal nos économies. Nous ne pouvons plus rester les idiots utiles de la mondialisation. Il est vital de nous réveiller, de nous protéger et de changer de doctrine. Vous avez indiqué vouloir faire des marchés publics l'une de vos priorités. C'est impératif! Nous sommes aujourd'hui le seul continent à ne pas privilégier et accompagner nos entreprises dans nos marchés. Quels engagements prenez-vous pour que cela change? Ce mandat sera-t-il enfin celui du *Buy European Act*? Pouvez-vous également vous engager à inclure de vrais critères sociaux et environnementaux obligatoires, pour garantir que l'argent public va bien vers des soumissionnaires qui respectent les droits des travailleurs et les normes environnementales? Enfin, envisagez-vous de garantir une protection adéquate des sous-traitants et vous engagez-vous à faire avancer la réforme, en cours, sur les retards de paiement?

1-0057-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Monsieur le député. D'abord, pour la question sur les marchés publics, résilience et durabilité.

Résilience, évidemment. En réalité, il s'agit de la sécurité de nos approvisionnements. Et, tel que l'a d'ailleurs proposé la présidente de la Commission, nous allons privilégier les produits européens dans un certain nombre de secteurs stratégiques. Donc, ensemble, nous devons déterminer quels seront ces secteurs stratégiques. J'ai commencé à donner un certain nombre de grilles de lecture sur les industries d'avant et les industries futures. Mais cela doit également correspondre à des objectifs politiques que nous nous fixons. La sécurité des approvisionnements, notamment, fait partie des objectifs que nous allons nous fixer avec la Commission.

Il y aura également des instruments internationaux à développer et je pense qu'ils sont probablement sous-exploités aujourd'hui. Les exigences de réciprocité, les règlements sur les subventions étrangères dans les marchés publics, notamment. Il faut qu'on puisse regarder cela et avoir un vrai rapport sur cette question.

Pour aller plus rapidement, puisque le temps m'est compté, j'en viens à la question de la durabilité. Évidemment, les standards sociaux et environnementaux seront pris en compte dans la réflexion que nous aurons sur les marchés publics et sur cette révision. Ils sont essentiels, notamment pour que le prix ne soit pas l'unique critère. Souvent, quand le prix est l'unique critère, ce sont les conditions de travail, voire les salaires qui sont tirés vers le bas dans les offres. Je suis donc d'accord pour qu'on puisse réfléchir à ces questions-là en ce qui concerne les marchés publics. Nous aurons une grande consultation. Je consulterai, y compris aux niveaux local et régional, d'abord.

Sur les délais de paiement, vous m'avez également posé la question... Je n'ai pas le temps, mais j'essaierai d'y répondre à l'occasion d'une autre question de suivi.

1-0058-0000

**Siegfried Mureşan (PPE).** – Commissioner-designate, in your mission letter, you are requested to improve access to financing, simplifying the regulatory environment and promoting the innovation for small and medium-sized enterprises.

Our European SMEs have limited access to capital markets and traditionally fund most of their investments through bank loans.

Last January, the European Commission published the result of the 2023 survey on SMEs' access to finance, and the survey shows that over a third of Europe's SMEs with plans to grow in the next years see high financing costs as the most important limitation to accessing financing in the future.

Companies also continue perceiving a decrease in banks' willingness to provide loans and credit lines, but expect that this trend will change in the future.

Therefore, I would like to ask you, Commissioner-designate, what kind of measures falling under your responsibility do you commit to adopt for improving the access of small and medium-sized enterprises to financing?

1-0059-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – C'est un sujet qui est essentiel. Je l'ai dit, nous aurons un «réflexe PME», avec le but aussi qu'on puisse voir les PME devenir des entreprises à capitalisation moyenne, y compris dans leur financement.

D'abord, un constat: aujourd'hui, 80 % des PME se financent via le système bancaire. Aux États-Unis, 75 % des PME se financent sur le marché des capitaux. Avec María Albuquerque, j'aurai une approche très pragmatique qui doit maintenant dépasser le débat qu'on a au Conseil Ecofin derrière des portes, à huis clos, pour avoir ce vrai débat politique: comment réussit-on à lever l'épargne et à permettre de financer des PME via l'accès aux marchés de capitaux? L'union sera un des objectifs.

On aura le modèle de InvestEU. Je crois beaucoup à la réduction des risques pour maximiser les financements publics, aujourd'hui trop rares. Avec quelques milliards mis sur la table, on arrive à décupler les effets dans la vie réelle des entreprises et donc dans leur accès au crédit des banques. Ce sont des projets qui soit sont risqués, soit n'ont pas l'accord des banques, mais sur lesquels on débloque la situation, et les PME arrivent à se financer.

Il y aura également, et je l'ai dit aussi, le passeport PME, un acte de simplification qui est aussi un acte, pour moi, qui doit permettre aux PME d'avoir un accès plus simple et simplifié à tous les fonds - il y a une cinquantaine de fonds au niveau de la Commission européenne. Ce sera fait dans les premiers mois, évidemment.

J'aurai aussi une réflexion sur la définition des entreprises à capitalisation moyenne qui sera importante, qui ne contribuera pas directement au financement des PME mais qui permettra de traiter différemment, dans la législation future, cette catégorie d'entreprises que sont les entreprises à capitalisation moyenne.

1-0060-0000

**Isabella Tovaglieri (PSE).** – Nel suo discorso di apertura ha parlato di prosperità e di competitività dell'Europa e quindi non posso non fare un accenno al settore dell'*automotive*. Come sappiamo, il regolamento sulle emissioni di CO<sub>2</sub>, che tra l'altro imporrà lo stop ai motori tradizionali al 2035, prevederà a breve l'applicazione di sanzioni alle case automobilistiche che non raggiungano i *target* fissati dall'Europa.

Ora, alla luce della crisi nera dell'*automotive* europeo, dei licenziamenti massicci già annunciati e in parte attuati, ma soprattutto, considerata, quantomeno, l'apparente chiusura del suo collega olandese Hoekstra a riconsiderare lo stop dei motori tradizionali al 2035, Le chiedo se Lei invece sarebbe disposto a confrontarsi con gli Stati membri e con il settore per rivedere questa scadenza.

Le chiedo, inoltre, se ritiene che i biocarburanti siano una valida alternativa per la decarbonizzazione e, se sì, quali misure concrete intende adottare per incentivarli.

1-0061-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Madame la députée, de votre question très claire. C'est évidemment le fleuron de notre automobile. C'est 7 % du PIB. Ce sont des millions et des millions d'emplois. C'est – et on l'oublie aussi – un tiers de la recherche privée en Europe, qui booste un certain nombre de secteurs et toute la chaîne d'approvisionnement. Je partage donc et votre inquiétude, et votre volonté de faire avancer les sujets. D'ailleurs sur le plan technologique – et je voudrais que l'on s'accorde sur ce point –, les Américains et les Chinois ont pris une longueur d'avance sur nous, en matière d'électrification des véhicules. L'objectif de la précédente mandature avait donc été de créer les conditions réglementaires pour pouvoir rattraper, sur le plan technologique, les Chinois et les Américains. Il n'est pas normal, aujourd'hui, que des entreprises chinoises veuillent s'installer en Europe pour ouvrir des usines là où nous, nous en fermons. Il y a donc un paradoxe: c'est pas la technologie en elle-même qui est un problème, c'est la manière d'y arriver.

Dès lors, face au ralentissement de la demande – puisque c'est une question de demande –, de ma part et pour mon portefeuille, je pourrais aider à la fois le commissaire Tzitzikostas, qui sera chargé des investissements sur les infrastructures, et le commissaire Hoekstra, qui sera chargé des objectifs climatiques. Il n'y aura donc pas de divergence de voix, évidemment, dans la Commission sur ce sujet, mais je peux contribuer à créer les conditions d'une demande supplémentaire pour les voitures électriques dans les prochaines années, et donc – en créant de la demande – précisément à éviter les fermetures et à permettre à ces entreprises de se transformer. Nous avons des dispositifs d'aide. Il faudra selon moi que nous ayons notamment une réflexion sur le leasing social, sur la question de l'achat et des crédits. Nous avons les flottes professionnelles, 58 % de l'achat de véhicules aujourd'hui, qui peuvent aussi constituer un réservoir pour avoir des ventes sur le marché secondaire et, donc, sur le marché de l'occasion, qui aujourd'hui n'existe pas. Toutes ces questions auront donc une réponse, mais, de ma part et pour mon portefeuille, j'aurai une réponse par la demande.

1-0062-0000

**Marion Maréchal (ECR).** – Monsieur Séjourné, je crois que vous ne devriez pas être devant nous aujourd'hui. J'ai lu votre réponse sur vos qualifications: rien, manifestement, ne vous désigne professionnellement pour ce poste. Vous n'avez jamais dirigé une entreprise ni réellement travaillé dans le secteur privé, et encore moins dans le secteur industriel. Vous avez soutenu tous les textes du pacte vert, qui sont le dernier clou du cercueil de l'industrie européenne. Vous vous êtes personnellement battu pour le texte sur la restauration de la nature, qui a provoqué la plus grave crise agricole européenne de ces dernières années. Vous soutenez, vous l'avez redit, les contraintes réglementaires insurmontables sur l'industrie automobile, et ce dès 2025. Vous êtes l'ex-ministre d'un gouvernement qui a fait exploser la dette de la France et qui a d'abord saboté notre industrie nucléaire. Vous êtes – je sais que ce n'est pas très agréable pour vous de l'entendre – le dernier caprice d'un président français désavoué dans les urnes, qui cherche, à travers vous, à conserver une influence en Europe qu'il a perdue en France.

Alors je vous pose une question très simple: qu'est-ce qui vous qualifie professionnellement pour ce poste, outre les faveurs d'Emmanuel Macron?

1-0063-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Madame Maréchal, d'abord je crois qu'on est d'accord sur un point, c'est que la valeur n'attend pas le nombre des années, puisque vous-même vous avez été benjamine dans beaucoup d'assemblées et probablement vous avez eu des responsabilités politiques dans tous les partis politiques très jeune. Par ailleurs, j'ai été

également président d'un groupe parlementaire ici et la légitimité que j'aurai à la Commission, ce n'est pas vous, individuellement, qui me la donnez, mais c'est l'ensemble des parlementaires ici présents, pour lesquels je fais d'ailleurs un exercice de transparence et de démocratie qui est aussi inédit en Europe. C'est un moment et un temps fort de la démocratie européenne.

Donc, ce n'est pas à moi de répondre sur ma légitimité, c'est aux parlementaires de l'apprécier. Je ne peux donc pas répondre à votre question et je trouverais même déplacé de devoir justement parler au nom de la représentation qui est ici, qui doit juger des questions de fond sur lesquelles la Commission européenne va devoir se pencher dans les cinq prochaines années. Je trouve dommage d'utiliser une minute de votre temps sur cette problématique alors qu'il y a des milliers d'emplois en jeu et qu'il y a aujourd'hui des enjeux importants au niveau européen.

1-0064-0000

**Sandro Gozi (Renew).** – Monsieur le Vice-président exécutif désigné, cher Stéphane, en tant que commissaire pour le marché unique, votre responsabilité sera non seulement de faire prospérer notre marché, mais aussi de le protéger contre la concurrence déloyale. L'Union européenne est aujourd'hui, en effet, inondée de produits non-conformes, dangereux ou contrefaits en provenance de pays tiers, vendus sur des plateformes mondiales de commerce électronique qui ciblent directement les consommateurs européens. Ce modèle commercial favorise une consommation rapide de produits de qualité souvent médiocre, ce qui met en péril non seulement la sécurité des consommateurs, mais compromet l'équité des conditions de concurrence et affaiblit la capacité des entreprises européennes à rivaliser sur des bases équitables. Quelles actions envisagez-vous pour préserver l'intégrité du marché unique et renforcer les contrôles des produits entrant notre marché européen?

1-0065-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Monsieur le député, d'abord pour vous dire que 10 millions de colis entrent par jour en Europe, et que 85 % de tous ces colis, d'ailleurs, viennent la plupart du temps de Chine et la plupart de temps ne respectent pas nos standards. On a fait une étude sur 100 jouets produits dans les pays tiers qui ont été achetés sur une dizaine de plateformes différentes: 80 % ne respectent pas les standards de l'Union européenne. À l'approche de Noël en tout cas, je vous encourage à ne pas acheter sur ces sites internet qui produisent à l'extérieur, qui ont le logo, c'est eux, mais qui ne sont pas standardisés et ne respectent donc pas nos normes européennes.

D'abord, il faut peut-être contrôler et ça va être l'objectif premier: avoir de réels contrôles. Quand je regarde les statistiques qui m'ont été données pour préparer cette audition, je me pose la question, y compris de l'effectivité des contrôles et de la disparité des contrôles en fonction des ports. Pour le mieux-disant des contrôles, nous avons un produit qui est refusé pour 2 000, et pour le moins-disant un produit pour 2 millions. Alors, il faut évidemment qu'on ait une coordination et une harmonisation des contrôles. Alors peut-être qu'il y a un port où il y a plus de produits défectueux, ou il y a moins de contrôles. Je penche plutôt pour le fait qu'il y ait moins de contrôles.

Ensuite, on aura sur la table une des réformes les plus importantes depuis la création de l'Union douanière à mettre en œuvre. Je le dis aux représentants, ici, à l'ensemble des parlementaires européens: on œuvrera d'abord pour la simplification, avec une plateforme unique et simplifiée pour l'ensemble des douanes, avec une coopération renforcée, la fin de l'exemption, notamment des colis à 150 € qui sont une anomalie aujourd'hui.

Donc, pour moi, l'instrument des douanes est un instrument de notre sécurité économique pour demain et je souhaite qu'on puisse le traduire comme tel. Cette réforme, je vous invite à la suivre et à y participer.

1-0066-0000

**Claire Fita (S&D).** – Monsieur le Commissaire désigné, sur la base de votre lettre de mission vous serez en charge du futur fonds pour la compétitivité. Je voudrais vous poser deux questions sur sa future mise en œuvre.

D'abord, une question sur l'ambition de ce fonds et forcément sur son volume financier. Quelle taille pensez-vous que ce fonds doit avoir pour fournir les financements nécessaires à la compétitivité européenne, tant en financement privé qu'en financement public? Vous avez déjà évoqué quelques chiffres sur le financement privé, je pense qu'il y a plus de marge de manœuvre.

Ensuite, une question sur l'objet de ce fonds. Vous avez aussi évoqué quelques secteurs stratégiques, les projets importants d'intérêt commun, mais de manière plus exhaustive quels aspects de la compétitivité doit couvrir ce fonds selon vous, et pour être plus précise: est-ce que vous vous engagez à inclure dans ce fonds les investissements en matière d'éducation, de formation, de qualification ou de requalification qui visent à combler le déficit de compétences?

1-0067-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Madame la Députée. D'abord, évidemment, concernant les 800 milliards d'investissements et de besoins mentionnés par le rapport Draghi, il n'y aura pas 800 milliards d'investissements publics. Vous l'avez dit vous-même, je crois qu'il faudra des instruments financiers innovants, peut-être à développer à côté, dans le volet public. Cela, ce sont le Conseil et le Parlement qui en décideront.

Mais je souhaite que la politique de compétitivité ne soit pas le parent pauvre du prochain budget. Et j'invite donc les parlementaires à faire en sorte que ce budget soit au-dessus des 15 % prévus actuellement et qu'on puisse avoir ce débat-là dans le cadre budgétaire. Évidemment, on aura la question des ressources propres, la question des instruments financiers innovants qu'il faudra trouver en plus pour voir comment nous pouvons faire d'un point de vue public.

Vous avez compris que sur la forme, je souhaite que le Fonds soit à la fois ciblé sur des politiques stratégiques, plus efficace, et qu'il tire dans le même sens que toute la politique intégrée, y compris une politique commerciale qui soit intégrée à cette politique publique; qu'il soit aussi plus simple dans l'accès, puisque les 50 fonds que nous avons sont quelquefois un labyrinthe pour les entreprises et pour le secteur privé.

Je souhaite évidemment que la formation puisse participer de la réflexion, comme vous l'avez déjà fait dans d'autres types de législation que les parlementaires, ici au Parlement européen, ont également votées. Je pense notamment aux nouvelles technologies et aux industries décarbonées, avec NZIA [règlement pour une industrie «zéro net»], où nous avons mis en place des académies, des vallées et toute une panoplie de formations obligatoires pour les entreprises, avec également un soutien public, pour permettre le développement de nouvelles qualifications dans les nouvelles industries. Cela alimentera cette réflexion et je souhaite qu'on puisse, sur le modèle de ce qui a déjà été fait, coupler ces aspects dans le Clean industriel deal.

1-0068-0000

**Tom Berendsen (PPE).** – Dear Commissioner-designate, we can only sustainably deliver on climate action if at the same time we maintain our competitiveness. That is why we need real industry policy. For the EPP, deregulation and reduction of the regulatory burden must be a key part of that industrial policy. That's why, on behalf of my group, I would like to ask you for two commitments.

First of all, would you commit to ensure a significant reduction of the regulatory burden for businesses stemming from EU regulation, either by applying the 'one in, two out' principle or by any alternative measure which would effectively and measurably lead to such a reduction?

Secondly, would you commit to ensure that the Commission adopts no legislative proposal with potential competitiveness implications without a proper impact assessment?

1-0069-0000

**Stéphane Séjourné, Commissioner-designate.** – Thank you. We want legislation that is, of course, pro-competitiveness and SME-friendly. This is the first point. And if you want to be serious about it, we indeed need a robust impact assessment, of course: so SME filter first, with SME consultation that gives a say to the SMEs even before the proposal. I think it's a good idea to start before the proposal.

An analysis, of course, from the Regulatory Scrutiny Board. An application I think about, for example, is the reform of competition policy. This is one of the points we need on the access.

The Commission needs to do its homework, too, to harmonise the methodology. There are different methodologies in different DGs in the Commission, so we need to do this, of course, inside the Commission. And it's not my job, of course, any more, but I count on the European Parliament to avoid increasing red tape during the decision-making process.

That being said, we'll also need flexibility and rapidity to adapt to the new changing geopolitical context, too. So these are, more or less, the three objectives of the simplification.

1-0070-0000

**Alice Kuhnke (Verts/ALE).** – Firstly, let me just say to all here and to all those listening that transphobic comments have no place in this House and do not represent our European values.

Secondly, for a green just transition, public authorities must lead by example and should be required to purchase sustainably by rewarding best-performing products and services in terms of environmental impact, while making sure that they have been produced under fair working conditions.

So in order to move away from the current lowest price only criteria in the award of public contracts, you have stated your intention, but can you commit to insert mandatory minimum environmental and social standards in the revised public procurement rules? And if so, how would those standards be streamlined along the entire procurement process, from award criteria to technical specifications to performance of contracts?

1-0071-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Madame la députée. Bon, je vais essayer de vous convaincre que la simplification dans ce domaine est aussi synonyme de «social».

D'abord, parce que les marchés publics sont très compliqués à appliquer pour certains pouvoirs adjudicateurs, les régions, les communes et notamment les petites collectivités territoriales. Nous avons six directives, deux règlements, à peu près 39 actes délégués rien qu'au niveau européen. Et il y a encore la législation nationale. Il nous faut donc un grand acte de simplification des marchés publics pour nous permettre d'avoir une lisibilité sur nos clauses. Nous pouvons rajouter toutes les clauses sociales, environnementales, que nous voulons: à partir du moment où elles ne sont pas utilisées par les pouvoirs adjudicateurs, effectivement, elles ne servent à rien. Nous avons besoin de simplicité pour avoir une lisibilité. Je suis donc évidemment favorable à ce que cette simplification nous permette d'accroître l'utilisation de



l'ensemble des possibilités qu'ont les pouvoirs adjudicateurs qui passent les marchés publics d'utiliser ces clauses.

Nous aurons évidemment une réflexion – je vous le dis – en termes de méthode. Je souhaite que nous puissions avoir, d'abord, un débat au niveau régional et local avec ceux qui passent aujourd'hui les marchés, parce que le contexte est probablement très différent pour les collectivités locales, aujourd'hui, dans le cadre de budgets contraints que nous avons. Je souhaite qu'il puisse y avoir aussi une réflexion du Parlement et, s'il y a un rapport d'initiative à venir – j'ai cru comprendre – du Parlement, que nous puissions avoir les orientations avant que je ne mette sur la table une proposition qui inclura évidemment les questions de durabilité et les questions liées au «social», mais qui doivent être très claires. Dans un schéma qui nous permette justement de simplifier les choses et de donner une vision plus concrète, au moment où certains se reposent plus sur le prix et le critère du prix quand ils ne comprennent pas la législation européenne.

1-0072-0000

**Adina Vălean (PPE).** – Dear Chair, dear Mr Séjourné, you have a very complicated task, and to be named the Commissioner for prosperity is a very heavy burden and I wish you good luck.

In your mission letter, you are tasked with developing a regulatory framework that fosters growth. That means something is wrong right now and is not good enough. Did you reflect or can you share with us some of your ideas as to which existing regulations hinder growth across diverse EU economies and industrial sectors?

Talking about diversity, when you responded in 2022 to a speech by Mario Draghi in Parliament here, you mentioned the fight against inequalities. And today in the opening, you said your mandate is an investment mandate. How can you ensure that investments in innovation and strategic autonomy will benefit all regions in the EU equitably, rather than only the most advanced economies or companies located in more developed urban areas?

1-0073-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Sur votre première question, il y a une réflexion avec le futur commissaire McGrath sur le 28<sup>e</sup> régime, pour nous permettre et permettre également aux jeunes pousses d'opérer plus facilement, donc pour créer en quelque sorte un droit des affaires européen.

Il faudra même réfléchir, je pense, à la codification: il y a un travail de codification sur ces sujets, mais on a ce travail qui sera mené. Il n'est pas évident d'un point de vue conceptuel, ni même opérationnel: il faudra déterminer quels sont les tribunaux compétents, regarder en extraterritorialité comment les entreprises peuvent s'en saisir; mais c'est un outil juridique qui doit permettre aux entreprises d'avoir un référentiel unique, et peut-être simple, pour opérer dans les 27 États membres sans avoir à changer de législation systématiquement, en tout cas avoir un référentiel cadré. C'est le premier point.

Le deuxième point, c'est l'union des marchés de capitaux, Madame la Députée, parce qu'il n'y a pas de discrimination de nationalité. J'y crois fondamentalement. C'est-à-dire que, y compris pour un certain nombre de pays, les entreprises - les PME notamment - doivent pouvoir se financer et trouver sur le marché des capitaux de quoi se financer, sans discrimination de nationalité. On doit donc avoir un marché plus ouvert, c'est aussi l'objectif.

Troisième point, je souhaite qu'on puisse se rapprocher des critères de cohésion dans la réflexion du pacte pour une industrie propre et donc du fonds de compétitivité, pour que tout ça puisse être égal et avoir une vraie équité territoriale, de manière à investir dans l'ensemble des

entreprises et des industries. Quand on regarde - je ne l'ai pas ici - la carte des industries concernées éventuellement par toutes nos mesures, il y a une répartition géographique qui est très précise et qui ne concerne pas uniquement un certain nombre de pays particulièrement.

1-0074-0000

**Hanna Gedin (The Left).** – Je partage avec de nombreux habitants de l'Union européenne une triste expérience: un membre de ma famille, un proche, est décédé ou a été blessé suite à de mauvaises conditions de travail. Mon beau-père s'appelait Tommy, il est mort à cause des vapeurs d'asphalte dans lesquelles il a travaillé toute sa vie. Tommy n'avait que 60 ans. Une majorité d'États membres attribue entre 60 et 95 % des marchés publics aux entreprises proposant les prix les plus bas, sans égard pour la qualité, les conditions de travail ou la durabilité. Nous avons la possibilité de changer cela.

Lorsque les règles qui gouvernent l'utilisation de l'argent de nos impôts communs sont modifiées, il devient possible de donner la priorité à de bonnes conditions de travail plutôt qu'à de plus gros profits pour les entreprises. Ma question est donc simple: pouvez-vous promettre que vous ferez des propositions afin de rendre obligatoire les clauses sociales et les conventions collectives dans les marchés publics?

1-0075-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Comme je l'ai dit tout à l'heure, d'abord je ne vais pas vous donner l'ensemble des clauses sociales que nous mettrons dans notre révision, y compris la consultation que je souhaite faire et qui doit permettre d'abord de faire une consultation au niveau local, permettre au Parlement de faire son rapport d'initiative qui est déjà prévu. Donc, je vous invite à trouver, avec le Parlement et l'ensemble des consultations que nous ferons, les moyens de faire avancer ce sujet. Je n'y suis absolument pas défavorable, je vous l'ai dit.

Je crois que l'application uniquement du critère de prix peut tirer les conditions de travail ou les salaires vers le bas quand ce critère est mal appliqué ou quand la réponse des entreprises est uniquement liée à un critère qui pense être appliqué à la fin par les collectivités territoriales ou les États membres, qui est le critère prix. Donc je suis d'accord avec vous sur le fait que les critères sociaux sont aussi des critères mieux-disant, qu'il y aura une réflexion sur ce sujet-là. Maintenant, je ne peux pas vous donner les conclusions de la consultation. Nous entamerons les consultations en 2025 et probablement début 2026, avec une proposition sur les marchés publics.

1-0076-0000

**Thomas Pellerin-Carlin (S&D).** – Monsieur Séjourné, ma première question concerne REACH. La médiatrice européenne conclut que les retards systémiques de la Commission concernant l'autorisation des substances dangereuses constituent un cas de mauvaise administration. La Commission semble vouloir régler le problème en accordant de larges autorisations sectorielles. Toutefois, la Cour de justice rappelle que cela reviendrait à diminuer le niveau de protection pour les travailleurs. Comment comptez-vous réviser le processus d'autorisation dans le cadre de la révision de REACH, tout en maintenant un niveau élevé de protection pour la santé et l'environnement?

Concernant l'interdiction des PFAS, les produits chimiques éternels, vos réponses écrites mettent l'accent sur les produits du quotidien et il est évident qu'ils doivent être exempts de PFAS. Mais vous savez bien que 60 % de la pollution des PFAS vient des usages industriels. Vous engagez-vous, aujourd'hui, à évaluer chaque usage industriel des PFAS et à n'autoriser ces usages que lorsqu'ils sont essentiels à la société et qu'aucune alternative n'est disponible?

Enfin, d'autres substances toxiques sont encore présentes dans notre quotidien, je pense notamment aux couches pour bébé et aux biberons dans lesquels l'Agence européenne des produits chimiques identifie la présence de substances cancérigènes. Quand comptez-vous les interdire?

1-0077-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Monsieur le député. Pour revenir d'emblée sur votre dernière question, il y aura une tolérance zéro sur les couches et les biberons, sur ce point-là, et nous agissons assez vite.

Pour tout vous dire, nous attendons un rapport pour mi-2026. C'est très tard! Comme vous l'avez évoqué, le gros problème, ce sont les moyens: il nous faut maintenant 21 mois avant une décision, et c'est mauvais à la fois pour le consommateur et pour l'industriel, qui attend. Je vois, par exemple, sur les demandes de «Chromium», qu'il y a eu des cas en 2015. Nous n'avons toujours pas traité les premières demandes. Et donc entreprise par entreprise, à titre individuel, nous avons un vrai problème pour délivrer les autorisations ou prononcer les interdictions et tout ce qui va avec. Puisqu'il ne s'agit pas uniquement d'interdiction ou d'autorisation, mais aussi des conditions de travail, des conditions d'utilisation des produits chimiques, etc.

De manière plus générale, nous aurons besoin d'une révision pour y mettre les moyens, clairement, de revoir la gouvernance pour pouvoir sortir les sujets, et particulièrement sur les PFAS. Nous attendons un rapport en 2026, c'est trop long. Je vais essayer d'accélérer les choses, mais je souhaite quand même me baser sur des éléments scientifiques avant d'interdire des substances qui sont – et vous l'avez dit d'ailleurs – utilisées dans certaines applications qui sont essentielles à nos transitions, notamment en matière de cleantech et à notre autonomie stratégique sur la défense. Il faut en effet quand même se baser sur des éléments fondés sur un rapport scientifique et des éléments factuels pour pouvoir rendre des décisions. Je vais néanmoins essayer d'accélérer les choses.

Je vous confirme également que, pour ce qui est de l'usage personnel, cosmétique, les vêtements professionnels, qui comportaient des PFAS, et un certain nombre d'autres variantes, nous interdirons, dans le délai imparti, leur utilisation.

1-0078-0000

**Pierre Pimpie (PFE).** – Vous auriez la charge de ce que l'on nomme les PIIEC, c'est-à-dire les projets d'intérêt commun. Est-ce qu'il vous est possible de nous citer trois exemples de ces projets? Est-ce qu'ils sont déjà couverts par des cofinancements européens, et est-ce qu'ils peuvent rivaliser avec l'acte de réduction de l'inflation des États-Unis en termes de force de frappe?

1-0079-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Depuis 2018, on a l'équivalent de plus de 100 milliards d'euros, un tiers public, deux tiers privés, qui ont financé des PIIEC. Je pense notamment aux semi-conducteurs, je pense aux batteries où il y a plusieurs PIIEC, il y en a quatre d'ailleurs, l'hydrogène, le *cloud*, la santé. Tous ces PIIEC nous ont permis de développer sur l'ensemble de la chaîne de valeur, que ce soit dans le transport, dans la mobilité, sur les sous-traitants, un certain nombre de compétences, et puis de montées en gamme et de rattrapage économique et technologique de nos industries.

Donc ça a une valeur ajoutée, qui est une vraie valeur ajoutée européenne pour notre politique industrielle, une vraie valeur économique aussi pour nos économies, et je souhaite qu'on puisse continuer à pousser un certain nombre de PIIEC. Le rapport Draghi évoque même un certain nombre de pistes pour de nouveaux PIIEC, la 6G, les vols zéro émission par exemple. Ce sont

des technologies d'avenir qui doivent concerner beaucoup de pays membres, beaucoup d'entreprises différentes de différentes nationalités au sein de l'Union européenne.

Avec Teresa Ribera, on poussera dès 2025 de nouveaux PIIEC, probablement avec un rôle un peu différent de la Commission européenne. Aujourd'hui, on autorise uniquement les aides d'État, puisque je considère que c'est plutôt de la bonne aide d'État qui est apportée puisqu'elle concerne l'ensemble des chaînes de valeur, y compris un groupement de pays, donc c'est plutôt un bon exemple de l'utilisation de l'argent public et donc des aides d'État. Et je souhaite que la Commission puisse également envisager sa participation aux PIIEC, dans la mesure de ce qui est nécessaire. Voilà, c'est une réflexion qu'on aura, ce n'est pas décidé encore, mais on pourra avoir cette réflexion dans les prochains mois et le *Clean Industrial Deal* notamment répondra à ce point précis.

1-0080-0000

**Jacek Ozdoba (ECR).** – Panie Ministrze! Szanowni Państwo! Dzisiaj nie dyskutujemy już o tym, czy to będzie *Made in Poland*, *Made in Germany* czy *Made in Europe*, tylko dyskutujemy, czy w ogóle przemysł będzie funkcjonował, czy będzie istniał w Europie.

Niestety warunki, jakie stworzyliśmy, i ta dyskusja, która się również dzisiaj odbywa, również pytania, są w zakresie pewnego *science fiction*, bo prawda jest taka, że my w Europie dorzynamy przemysł i wszyscy tutaj jak jesteśmy służymy konkretnym narodom. I ciekaw jestem, czy wszyscy z nas poszliby do swoich rodaków, do miejsc pracy, gdzie są masowe zwolnienia w Europie przez to, co tutaj jest tworzone.

Dlatego jeżeli my nie opanujemy tego, co w tej chwili sami wytworzyliśmy, to po prostu zeroemisyjność będzie, ale przemysłu nie będzie. Przemysł będzie wypchnięty z Unii Europejskiej poza wszystkie kraje europejskie, a na tym skorzystają inne kraje.

Czy jest Pan świadomy tego, że dzisiaj stajemy tak naprawdę przed dniem kryzysu europejskiego? Kryzysu nie tylko węgla i stali, bo już tej Europy nie ma. My dzisiaj, za chwilę doprowadzimy do tego, że Europa będzie tylko funkcjonowała na usługach.

1-0081-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Je n'ai pas compris votre question, ou s'il y avait une question, mais pour ce qui est de votre interpellation, on se retrouve dans une situation internationale, dont j'évoquais les conditions de l'effet ciseau des prix et des surcapacités qu'il faut régler. Ce n'est pas tant la technologie qui pose problème. Elon Musk, aux États-Unis, a fait fortune dans la voiture électrique. Je le disais dans les questions précédentes, la Chine et les États-Unis ont probablement une avance technologique très importante par rapport à nous sur le véhicule électrique. Si on veut des véhicules électriques, des véhicules tout court d'ailleurs, produits en Europe dans les prochaines années, il faut quand même qu'on puisse transformer nos industries, sinon on n'aura plus de véhicules électriques, plus de véhicules du tout et plus d'industrie du tout. Ce n'est pas notre objectif qui est maintenant: comment y arriver?

Vous avez raison, même si on a réussi, je pense, à découpler la croissance pour l'instant de nos émissions. D'un point de vue stratégique, on a baissé également de 8 % nos émissions de CO<sub>2</sub> entre 2022 et 2023. Mais il faut qu'on arrive à accompagner notamment le secteur de l'automobile dans cette transition, sinon on n'y arrivera pas et on détruira de la valeur, on détruira de l'emploi et on détruira de la croissance, ce qui n'est absolument pas notre objectif.

Pour ça, il y a quelques moyens. L'ETS (régime d'échange de droits d'émission) notamment est un moyen. Il faut que les États membres qui perçoivent les bénéfices de l'ETS puissent l'utiliser également pour décarboner plus les industries. Je sais qu'il y a des réflexions pays par pays,

qu'il y a des obligations d'utiliser à 50 % cette enveloppe pour la décarbonation de notre économie, mais probablement dans les outils de la compétitivité et la coordination des outils de la compétitivité qu'on aura à construire dans les prochains mois et qui sont dans ma feuille de mission, j'aurai pour objectif de coordonner l'ensemble des investissements et des aides aux entreprises ainsi que des sous-traitants.

1-0082-0000

**Pascal Canfin (Renew).** – Vous avez dit deux choses importantes dans votre propos introductif.

La première est que vous n'opposiez pas le Pacte vert et la compétitivité, mais qu'au contraire, les deux allaient de pair. Dans un continent qui est totalement dépendant des importations d'énergies fossiles, décarboner, c'est gagner en compétitivité. La deuxième est que nous devons utiliser davantage le marché unique, dont vous avez la responsabilité, comme un élément de lutte contre la concurrence déloyale. Vous l'avez rappelé, par exemple, en ce qui concerne les douanes.

Il y a un sujet qui réunit les deux: le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières. Celui-ci garantit précisément à nos industriels une concurrence équitable et permet de maintenir notre politique industrielle et notre base industrielle et de les décarboner.

Des engagements ont été pris au cours du mandat précédent. Vous en avez aujourd'hui la responsabilité. Que pouvez-vous nous dire, en deux minutes, sur la façon dont vous allez déployer concrètement le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, et notamment sur la question des produits en aval, au-delà du champ qui est déjà couvert?

1-0083-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, Monsieur le député. Vous l'avez dit, et je le rappelle: ce dispositif est un instrument qui est à la fois bon pour le climat et bon pour l'industrie. Il fait payer justement les entreprises qui entrent sur le marché européen. Son entrée en vigueur sera progressive, vous le savez, à partir de 2026. Et, comme le prévoit le règlement que les parlementaires ont voté, un rapport sera publié dès 2025.

Je prendrai en compte les quatre enjeux que l'on doit déterminer, y compris ensemble, c'est-à-dire peut-être rendre plus simple le dispositif si jamais il y avait des complexités d'utilisation et de mécanismes – ça, le rapport doit nous le dire. L'extension du dispositif, je l'ai dit pour l'acier lors de la réponse à l'un de vos collègues, à certains produits, je pense notamment aux polymères, ou aux émissions indirectes qui ne sont pas prises en compte aujourd'hui par le CBAM. Et puis également l'aval, avec les produits finis.

Je prendrai en compte également le soutien à l'exportation, puisqu'il ne faut pas non plus que notre industrie soit pénalisée par un marché sur lequel elle ne pourrait pas exporter, avec notamment la problématique des quotas gratuits. Et puis l'étude d'impact concernant les pays en développement, ou en tout cas les moins développés, qui n'ont pas les mêmes mécanismes de production que nous et qui ne doivent pas non plus être pénalisés dans leur commerce avec l'Europe.

Tout cela et ces quatre critères doivent être pris en compte pour pouvoir évaluer le CBAM et sa mise en place. Donc je reviendrai vers vous en totale transparence sur ces questions-là pour voir comment nous faisons. Mais en tout cas, pour ce qui est du secteur de l'acier, vous le savez, il y a beaucoup d'attente quant à notre capacité à élargir le mécanisme, notamment pour éviter les délocalisations.

1-0084-0000

**Fernando Navarrete Rojas (PPE).** – Señor Séjourné, su carta de misión le encomienda garantizar la coherencia entre la política de ayudas de Estado y el Fondo Europeo de Competitividad, con el objetivo de impulsar una nueva era de productividad. La modificación de las ayudas de Estado ha sido presentada por algunos como un medio para fortalecer la competitividad de la Unión Europea. La realidad es que su relajación es un riesgo para la integridad del mercado único, que es nuestra principal palanca de competitividad, como usted mismo ha dicho hoy.

Siendo esto así, ¿no considera que la relajación de las ayudas de Estado puede distorsionar la competencia y la igualdad de trato entre empresas establecidas en distintos Estados miembros con diferentes márgenes fiscales?

En segundo lugar, ¿en qué medida piensa centrar los objetivos del Fondo Europeo de Competitividad en apoyar reformas estructurales que afecten de forma horizontal a todos los sectores de la economía europea como, por ejemplo, reducir costes energéticos o reducir cargas burocráticas en lugar de tratar de impulsar unas pocas empresas y sectores seleccionados?

1-0085-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Je vous dirai d'abord que la productivité est créée parce que c'est le seul moyen, aujourd'hui, de garantir notre niveau de vie dans le futur. Quand on regarde les chiffres démographiques européens, l'Europe vieillit et nous allons perdre, à partir de 2040, à peu près deux millions de travailleurs. Or, toute notre croissance était basée sur une dynamique démographique. Donc, ne pas améliorer la productivité, c'est la garantie que les générations futures auront un niveau de vie inférieur au nôtre, parce qu'on perdra des travailleurs en Europe, par définition, et qu'on perdra de la population en Europe. Ce critère de la productivité est donc essentiel, et la productivité se construit maintenant. On ne peut pas attendre 2040 et l'inflexion de la courbe pour pouvoir agir.

Il y a un facteur qui est très important, c'est l'utilisation, par les entreprises, des nouvelles technologies. On a beaucoup travaillé, au niveau européen, sur l'acceptabilité sociale par le consommateur de l'intelligence artificielle, des nouvelles technologies, etc., mais on n'a pas beaucoup travaillé sur la prise en compte de la technologie dans les processus de production. Je pense qu'il y a des marges de manœuvre très, très, très importantes en matière d'intégration de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies dans les processus de production. L'IA est seulement utilisée à 8 % dans les entreprises européennes, alors qu'elle l'est massivement aux Etats-Unis. Massivement. C'est le premier facteur.

Pour ce qui est des aides d'État, moi je ne suis pas pour la course aux subventions. J'ai évoqué, d'ailleurs, des aides d'État qui étaient de la bonne aide d'État, en l'occurrence les projets d'intérêt commun européens, qui doivent nous permettre de travailler sur toute la chaîne de valeur et de créer de la plus-value avec un certain nombre d'États membres concernés, et pas uniquement de sauvegarder un écosystème dans un État membre particulier. Les aides d'État ont quand même participé - Madame la Présidente, pardon - à sauver des emplois pendant la pandémie de COVID-19, mais on aura cette discussion plus tard puisque je n'ai plus le temps.

1-0086-0000

**Jens Geier (S&D).** – Sehr geehrter Herr designierter Exekutiv-Vizepräsident Séjourné. Die Lage im Stahlsektor, sie ist nicht mehr nur schwierig, sie nähert sich einem Zustand der Verzweiflung. Diese Situation ist Ihnen klar, das haben Sie in der Antwort auf meinen Kollegen Dan Nica deutlich gemacht. Sie haben zugesagt, dass es Maßnahmen geben wird. Habe ich Sie richtig verstanden, dass Sie die Frage der globalen Überkapazitäten in den ersten 100 Tagen adressieren werden? Das wäre sehr gut, denn wir können nicht mehr lange warten. Die Maßnahmen müssen unmittelbar nach der Bestätigung der neuen Kommission getroffen

werden. Insofern wünsche ich mir eine unmittelbare Ingangsetzung des Stahlaktionsplans, der Ihnen ja aufgegeben ist, nach der Wahl der Kommission. Ich habe Ihnen vor einigen Tagen einen Entwurf für einen solchen Stahlaktionsplan von Eurofer und industriALL zugesandt, der von vielen Abgeordneten fraktionsübergreifend aus diesem Haus unterstützt wird. Werden Sie einen Stahlaktionsplan umsetzen?

1-0087-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Monsieur le député, j'ai pris connaissance de l'appel du secteur que vous évoquez, et notamment de l'appel des syndicats.

Sur les mesures de sauvegarde, je m'engage – comme je l'ai dit à M. Nica – à trouver des mesures de sauvegarde qui soient compatibles avec l'OMC et qui puissent venir, en parallèle, assurer la transition avec des mesures de sauvegarde qui, actuellement, vont tomber si nous ne faisons rien. Sur la mise en œuvre du CBAM – je l'ai également dit à Pascal Canfin tout à l'heure –, je m'engage à veiller à une ouverture, parce qu'il y a une vraie crainte dans ce secteur.

Sur la création des marchés porteurs par la labellisation, puisque c'était une des propositions du texte que j'ai reçu, notamment sur l'acier vert. Je sais que l'Allemagne a d'ailleurs engagé une réflexion sur la labellisation de l'acier vert et je veux donc que nous puissions en avoir une au niveau européen, et que nous puissions créer un marché réel, avec sa vraie plus-value européenne, qui bénéficie également aux aciéries européennes.

Sur les investissements dans la transformation, avec l'utilisation des fonds, et notamment des fonds de l'innovation, je veillerai également à ce que toutes les régions soient impliquées sur cette question. Sur la ferraille, puisque c'était aussi une demande: je souhaite qu'elle soit considérée comme une vraie matière première en elle-même. C'est l'un des objectifs que nous avons pour permettre aussi de faciliter l'accès à divers marchés. Sur la méthode, il faudra avoir une vraie discussion stratégique avec les syndicats et les parties prenantes sur le sujet, dans la durée, parce qu'il va falloir suivre ce dossier de manière très, très rapprochée dans les prochains mois.

De manière générale, s'il me reste un tout petit peu de temps, il y a 100 sites prioritaires en Europe. Sur ces 100 sites, la moitié sont des aciéries, qui sont émettrices de carbone. Et ce sont aussi les 100 sites prioritaires sur lesquels nous souhaiterons investir pour décarboner l'économie, avec l'accélérateur de décarbonation.

1-0088-0000

**Letizia Moratti (PPE).** – Nelle sue risposte scritte sostiene che l'Unione europea è riuscita a disaccoppiare la crescita economica dalle emissioni.

In realtà molti settori, come l'industria pesante, l'agricoltura, i trasporti, sono ancora legati a processi produttivi tradizionali e richiedono, come evidenziato dalla relazione Draghi, enormi risorse e tempi diversi per la transizione *green*.

Inoltre, dal 2019 ad oggi, Francia e Germania hanno perso rispettivamente il 5% e il 9% della produzione industriale. Quindi, prima di implementare o introdurre nuovi obblighi di riduzione delle emissioni nette, intende promuovere una valutazione di impatto economico e sociale di tali misure?

E se lo scenario di diminuzione della produzione e dell'occupazione europea venisse confermato, come intende garantire la competitività dell'industria e dei posti di lavoro europei?

1-0089-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – On va évidemment veiller en amont et en aval à avoir un impact sur chaque nouvelle législation, je l'évoquais devant votre collègue, à votre gauche, tout à l'heure.

Nous avons, en Europe, une des législations les plus contraignantes, évidemment, les plus ambitieuses. C'est maintenant à nous de mettre les capacités d'investissement pour ne pas laisser tomber ces entreprises. Je le dis de manière totalement transparente devant vous, c'est aussi une question de moyens et une question de volonté politique. Je souhaite donc que le Parlement européen puisse m'aider dans les futures législations qu'il aura à élaborer pour avoir des mesures influentes et surtout faire attention à tout ce que j'évoquais, c'est-à-dire des critères de compétitivité, aussi pour nos entreprises, indirects, la simplification et la bureaucratisation des tâches, les financements plus ciblés, plus flexibles, qui vont dans le même sens.

Il y a un enjeu ici, entre nous, d'alignement des États membres sur leurs politiques industrielles. C'est donc aussi le rôle de la Commission de proposer des outils de coordination industrielle pour chaque État membre, pour ne pas qu'il y ait de divergences et qu'on puisse aller dans le même sens.

Si je calcule l'ensemble des budgets qui sont consacrés à la compétitivité, qui sont consacrés à la transition, plus tous les fonds sociaux, l'ETS et le CBAM, on est largement au niveau des États-Unis et de la Chine. Notre seule problématique, c'est qu'il faut aligner tous ces outils vers le même objectif. L'enjeu, pour moi, c'est donc d'intégrer les politiques, de manière horizontale évidemment, mais aussi de manière verticale, avec l'ensemble des États membres qui sont présents dans la boucle. Ce sera un enjeu particulier pour nous, dans les prochains mois. Je souhaite avoir cette discussion avec les États membres le plus rapidement possible.

1-0090-0000

**Katarína Roth Neved'alová (NI)**. – I would like to also support Mr Geier with his question about the strategic plan and action plan for the steel industry. But since you already said that you know about this action plan, which was created by the industry and stakeholders and trade unions, and you were very positive about it, so this question was already answered.

So I have two other questions.

First is about the Single Market. It's very key for European companies. And we still see that it still remains very much untapped.

And so what is the objective and content of the horizontal single market strategy which you have in your mission letter? How would you answer that question?

And the second one concerns the new organisation of the Commission is coming with many overlaps in the missions and also newly created clusters:

How would you like to work with your colleagues in the Commission, because you have different levels?

And specifically, how would you like to work with the European Parliament, because we would like to see many Commissioners coming more often to answer our questions?

1-0091-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Madame la députée, vous avez transformé votre question sur l'acier en trois autres questions.



Donc, je vais vous répondre. Sur le marché intérieur, évidemment, on a plusieurs outils à travailler collectivement. D'abord le volet préventif avec les notifications des États membres, on en a à peu près 1000 par an. On passe probablement à côté de beaucoup de notifications et donc il faut qu'on puisse avoir une nouvelle méthodologie pour les référencer et pour les traiter de manière un peu différente.

Il y a le volet coopératif avec un dialogue qui a été organisé en forme de droit souple aussi, qui permet de mettre toutes les administrations des 27 États membres autour de la table, et de les faire discuter sur les nouvelles barrières qu'ils ont eux-mêmes créées. C'est donc une espèce de discussion académique autour de ce sujet, mais qui est très utile et probablement qui est aujourd'hui l'instrument le plus utile du marché intérieur. Et donc la discussion entre les États membres est la suivante: je retire cette barrière si tu retires celle-là. Je caricature à peine les discussions qu'il y a dans cette instance, mais c'est utile et il faut pouvoir la continuer et peut-être même l'élever à un moment donné au niveau des ministres, au sein du Conseil, pour en faire un vrai point de discussion.

Et puis il y a l'aspect correctif avec les procédures d'infraction, et là on en a 100 en cours. Je souhaite qu'on puisse revoir également les procédures d'infraction pour pouvoir les rendre plus efficaces, éviter les délais trop longs et y compris corriger les infractions pour avoir une vraie efficacité sur les États membres. Donc voilà les trois volets que je souhaite vraiment, de manière très précise, aborder dans cette nouvelle législation.

D'un point de vue législatif, on renforcera les outils avec le *Single Market Barrier Prevention Act* et sur le non-législatif, évidemment, davantage de transparence et d'engagement des États membres parce que ça marche, comme je vous l'ai dit.

1-0092-0000

**Filip Turek (PSE).** – Mr Commissioner-designate, the European automotive industry cannot afford to wait until 2026 for a review of the 2035 combustion engines ban. This is why I, together with many Members of the European Parliament, EU governments and industry leaders, am calling for a review in 2025.

Stellantis is cutting production, Volkswagen has announced the closure of factories, car manufacturers are being fined for producing cars and interest in electric cars without subsidies is minimal. Every third German owner is going back to conventional vehicles. These are the immediate consequences of the new 2025 fleet emission limits, which are too strict and require urgent revision as well.

Mr Séjourné, I need clear answers. Will you be in favour or against the revision of these limits? How will you protect our industry from ideological regulation that ignores economic reality and threatens our industrial base without printing more money?

1-0093-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – De manière très directe, Monsieur le Député, vous le savez – vous avez auditionné également les commissaires Tzitzikostas et Hoekstra sur le sujet, ils vous ont tous répondu la même chose: on va se donner les moyens de pouvoir à la fois financer et, en même temps, aider la transition de nos entreprises.

Ce sera un de mes objectifs également, je l'ai dit, dans l'accélération des procédures, dans la simplification, dans l'accès aux fonds, dans le fonds de compétitivité qui sera créé et dans notre capacité à traiter le conjoncturel, qui est un vrai problème pour notre industrie, c'est-à-dire le prix de l'électricité et les surcapacités qui viennent de l'étranger.

Avec ça, j'ai fait le tour de toutes nos contraintes industrielles. Néanmoins, je constate qu'il y a un débat qui naît autour de ces objectifs, et il est légitime que vous ayez ce débat ici. On l'aura également avec les parties prenantes et les constructeurs. La Présidente de la Commission souhaite, à son niveau, avec les commissaires concernés, avoir un dialogue stratégique dans les prochains jours. Et après l'installation de la nouvelle Commission, on aura ce dialogue stratégique avec l'ensemble de la chaîne des constructeurs et sous-traitants pour voir quelles sont les problématiques, pour voir comment atteindre les objectifs.

Pour ce qui me concerne, vous savez que je peux actionner une clause de révision à partir de 2026. Ce que je proposerais à certains, c'est de commencer le travail dès 2025 pour avoir un rapport effectif en 2026, de garder cet objectif de 2026. Mais le travail sera mené en consultation avec les parties prenantes, avec les partenaires sociaux, dans les prochains mois. Encore une fois, les objectifs restent d'arriver à ce que nous avons voté pendant le dernier mandat, mais avec des moyens différents.

1-0094-0000

**Elisabetta Gualmini (S&D).** – The goal of competitiveness at the European level needs a massive public investment. The temporary framework on State aid introduced to react to the Covid and energy crises, while providing immediate relief to companies, has been ineffective to achieve competitiveness and had the unwanted consequence to break up the internal market even further.

Member States with more fiscal space were able to support their businesses much more than the others, widening the gap in the EU.

The State aid framework has to support a real European industrial strategy, which will prove effective only if it cuts down inequalities and should become instrumental to European competitiveness, keeping in mind that the limited public resources in many Member States.

While we need to leverage private investments, we need more resources at the EU level as the step platform was not sufficient.

How do you plan to ensure a State aid framework which is up to the challenges?

1-0095-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Je suis en faveur de l'alignement de la politique de la concurrence sur notre politique industrielle. Quand je parlais d'une politique intégrée, je crois qu'il faut vraiment l'intégrer. Si vous me confirmez, ce sera tout l'état de la réflexion avec Teresa Ribera: avoir une révision de notre politique de concurrence sur ces sujets-là.

Évidemment, il faut agir en Européens. Je vous rassure, je crois à l'Europe des achats en commun, je crois à l'Europe qui produit des résultats à 27. Je pense qu'on pourra y arriver sur d'autres matières pendant ce mandat, je pense notamment aux matières premières: on doit pouvoir faire des achats en commun de matières premières, on doit pouvoir stocker et avoir une capacité de résilience augmentée sur un certain nombre d'objectifs politiques que nous nous sommes fixés. Je ne crois pas à la compétition des aides d'État, évidemment, qui ne soient pas concertées. Donc, là-dessus, n'ayez pas de craintes.

Je serai également chargé de l'outil de la coordination des compétitivités et de l'alignement des politiques d'investissement pendant ce mandat. Les PIIEC sont une bonne utilisation des aides d'État dans ce cadre-là. Le fonds de compétitivité industrielle qu'on aura à construire pour le prochain budget, notamment, portera des éléments de la cohésion qui doivent nous permettre

d'assurer une égalité de traitement et un accès égal aux fonds, partout en Europe, par tous les pays.

1-0096-0000

**Dimitris Tsiodras (PPE).** – Executive Vice-President-designate, your portfolio is of utmost importance. Throughout history, Europe was a pioneer on innovation and on technological revolutions, but now we lag behind. It's time to catch up. It's something we all agree on.

Let me come back to the European competitiveness fund. What is the plan you have in mind about the structure of the fund, and how can we ensure that we provide funds to real strategic technologies and not to uncompetitive businesses as it happened in some instances in the past? Instead of some general references you have already made to the involvement of private funding, could you explain with some specific terms how this involvement is possible, especially for SMEs?

1-0097-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Pour ce qui est de la dimension du fonds de compétitivité, cela dépendra évidemment de vous et des critères d'accessibilité. Cela dépendra aussi de la proposition que fera la Commission. Comme vous l'avez compris, je me répète peut-être, je veux vraiment une approche plus ciblée, qui a donc plus d'utilité pour les secteurs, une approche également plus simple pour tout le monde, et une flexibilité. Je souhaite qu'on puisse éventuellement réfléchir à de l'«equity» et donc venir – ce qui sera nouveau pour la Commission, car aujourd'hui, elle ne le fait pas –, en fin de tour de table, si jamais il y a une entreprise qui doit élever sa stratégie au niveau industriel, pour sa croissance, on doit pouvoir venir la financer avec des fonds propres, s'il y a un problème de financement de projets industriels qui valent la peine, pour éviter de les voir partir de l'autre côté de l'Atlantique, et donc continuer le soutien à la recherche, notamment, et à la production. Et les entreprises auront accès à ce fonds.

Après, il y a la dimension de ce fonds et, vous l'avez compris, le secteur public ne pourra pas tout. Il faudra utiliser les moyens de maximiser les fonds pour avoir un levier avec de l'investissement privé. On reviendra avec une proposition. Mais vous avez compris que, entre l'Union de l'épargne et des investissements, le fonds de compétitivité que je souhaite voir augmenter, la stratégie de réduction des risques et le produit d'épargne européen qu'on doit pouvoir lever, nous avons un certain nombre d'instruments qui doivent nous permettre de faire face à ce mur d'investissement qui est devant nous.

Les PME auront, en tout cas, un chapitre particulier dans le pacte pour une industrie propre et, notamment, nous veillerons à ce qu'elles puissent évidemment bénéficier du fonds de compétitivité.

1-0098-0000

**Rasmus Nordqvist (Verts/ALE).** – We know from Commission research that the European use of resources accounts for 70 to 97 % of what can be provided sustainable to the entire world. This is clearly unsustainable.

We know also from your written replies that you have committed to reduce environmental footprint within the Circular Economy Act.

So the very simple question, I hope will get a simple answer from you as well, would be if you would commit to set up a governance framework to sustainable resources used as an integrated part of the Circular Economy Act, including a significant and binding reduction target for our material and consumption footprint in 2030, starting with the critical raw materials?

1-0099-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Merci, Monsieur le député, je sais d'où vient cette question.

D'abord, je tiens à vous le rappeler: d'un point de vue stratégique, nous avons beaucoup travaillé sur la demande. Nous allons travailler sur l'offre. Je compte donc également sur vous pour créer le marché des déchets. Nous y reviendrons probablement, mais si nous n'avons pas de matière, nous n'aurons pas d'entreprises qui peuvent se constituer.

Et donc pour ce faire, il faut créer le marché, le *business case*. Il faut que le Parlement européen se penche sur ce point, parce que c'est essentiel pour avoir un marché de l'économie circulaire qui puisse fonctionner. Deuxièmement, sur les «targets» que vous évoquez, je ne suis jamais contre les cibles, mais la dernière fois que nous avons fixé des cibles en matière d'économie circulaire, dans un rapport, ici, il a été proposé de les doubler, il y a quatre ans, un rapport que j'ai même voté.

Pour l'économie circulaire, et plus précisément la proportion dans les produits, on était à 11,6 % de circularité en Europe. Quatre ans après, on est à 12 %. Les cibles sont donc une bonne chose, mais il faut ensuite les moyens et ensuite une gouvernance et ensuite un suivi et ensuite des politiques publiques qui suivent. Sur ce point, je vous suis.

Je suis donc favorable à ce que l'on réfléchisse, avec vous, à l'ensemble de la chaîne. Du reste, je vous le dis, je ne suis pas du tout en désaccord avec l'idée de se fixer des objectifs, la stratégie, à un moment donné, du Green Deal. Mais il ne faut pas que cela nous mette dans une situation où nous n'avons pas de moyens pour suivre, et où il n'y a pas de *business case* sur la circularité de l'économie.

Je reviendrai et je m'engage à revenir vers vous une fois que nous aurons une position très claire à la Commission sur ce sujet, qui est – vous l'avez compris – en discussion. Mais je m'engage à revenir vers vous, avec la commissaire également désignée, que vous avez auditionnée. Encore une fois, je suis favorable aux objectifs et aux «targets», à condition que nous puissions avoir une capacité de suivi et surtout les politiques publiques et les moyens qui suivent.

1-0100-0000

**Gheorghe Piperea (ECR)**. – În scrisoarea de misiune vi se sugerează să vă raportați la planul Draghi privind competitivitatea europeană. Draghi propune campioni industriali europeni care să poată concura cu marile întreprinderi americane sau chinezești. Asemenea campioni europeni vor fi doar corporațiile din statele mari sau și celelalte? Cum veți prioritiza necesitatea protecției întreprinderilor mici și mijlocii și a consumatorilor: înainte sau după campionii industriali?

Conform scrisorii de misiune veți ține, de asemenea, cont de raportul Niinistö, care vorbește despre un scut democratic. În opinia mea, acest scut democratic este de fapt un panopticum digital în care suntem toți. Considerați că spionarea cetățenilor și limitarea libertății de expresie ajută la consolidarea democrației, care este parte din scrisoarea dumneavoastră de misiune?

1-0101-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Je n'ai pas totalement compris la dernière partie de la question, mais, pour ce qui est de la première partie, clairement, il n'y a pas de politique uniquement pour les grandes entreprises. J'espère que je vous ai convaincu dans mon explication, à la fois sur la question de la cohésion – et donc de la diversité –, et du droit à rester, qu'évoque également Enrico Letta dans son rapport, pour ce qui est des industries qui façonnent nos territoires et qui ne sont souvent pas installées dans les mêmes endroits que dans les grands

centres urbains ou les grandes villes. Nos industries ont des implantations un peu partout sur les territoires, implantations qu'il faut pouvoir conserver. C'est le cas notamment de la sidérurgie, c'est le cas de l'automobile, des grands bassins industriels qu'il faut pouvoir consolider, parce que c'est aussi l'écosystème d'un territoire entier. On va le garantir et je m'engage ici à pouvoir avoir une approche pragmatique autour de ces bassins de vie et de ces territoires délaissés.

Il n'y aura pas de politique envers les grandes industries, même si, à la fin, il faut prendre la dimension internationale et donc permettre également à nos PME de devenir des ETI, à nos ETI de pouvoir commercer à l'international, et à notre économie de pouvoir créer de la richesse dans un contexte qui ne sera pas évident, je l'évoquais, en termes de productivité et de perte des emplois en Europe, mais aussi de perte de la démographie à partir de 2040. On perdra plus de 2 millions de travailleurs à partir de 2040! Et donc l'enjeu c'est de garder de l'emploi sur les territoires, de développer un tissu de PME, évidemment, et de développer, vous l'avez compris, une politique de compétitivité à l'international qui soit pragmatique et rationnelle.

1-0102-0000

**Stéphanie Yon-Courtin (Renew).** – Monsieur le Commissaire Vice-président exécutif désigné Séjourné, votre lettre de mission mentionne que vous dirigerez le travail – on en a parlé – sur la mise en œuvre de nouveaux projets importants d'intérêt européen, ces fameux PIIEC, qui sont un bel exemple, finalement, d'articulation entre la politique de concurrence et le renforcement de notre politique industrielle. Vous avez d'ailleurs cité à un collègue précédent des exemples de nouveaux secteurs. Mais beaucoup d'acteurs regrettent la lourdeur et surtout la lenteur dans la mise en place de ces PIIEC, qui permettent pourtant de financer des secteurs stratégiques, ce qui n'aurait pas lieu sans le versement de ces aides.

Et puisque ces PIIEC sont finalement des instruments attractifs, comment comptez-vous faire pour renforcer leur agilité pour qu'ils se mettent en place plus rapidement en donnant une vraie sécurité juridique aux entreprises? Comment améliorer l'accès des PME à ces PIIEC, et pas seulement des grands groupes européens? Et est-ce que vous envisagez de travailler à une meilleure participation de tous les États membres afin d'en faire un vrai outil de stratégie industrielle européenne?

1-0103-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – C'est un chiffre que je n'ai pas donné: 1 € investi dans un PIIEC, c'est 2 € généré dans le privé. Il y a un vrai effet de levier sur les investissements privés. Les PIIEC cumulent de bonnes caractéristiques: ils sont à la fois des aides d'État, qui permettent d'associer l'ensemble des États membres, et des dispositifs qui concernent toute la chaîne de valeur. Ce sont également des projets innovants. J'ai évoqué quelques exemples, mais on pourrait citer des PIIEC dans l'intelligence artificielle ou dans le domaine des SMR, qui font actuellement l'objet de réflexions.

Pour cela, nous avons la volonté, avec la commissaire désignée Teresa Ribera, de revoir le dispositif, de l'accélérer et de le simplifier. Le simplifier, d'abord, en accélérant les procédures. Il faut aujourd'hui deux ans uniquement pour avoir l'accord de la Commission européenne pour commencer le travail de consultation. Ce n'est plus acceptable. Deux ans pour valider le principe même de constituer un PIIEC: ce n'est plus en phase avec la vitesse à laquelle évoluent l'économie, les interactions internationales et les technologies nouvelles. Ce n'est clairement pas la compétitivité que nous souhaitons.

Je souhaite élargir le périmètre des PIIEC, qui est vraiment très étroit. Il faudra avoir cette réflexion entre nous et je reviendrai également vers vous pour avoir ce débat. Je souhaite également que le fonds de compétitivité puisse participer également et ait un réel apport. La

Commission trouvera éventuellement les modalités, mais elle ne peut pas autoriser les PIIEC puis déléguer et être uniquement passive. Elle doit aussi être un vrai instrument de politique industrielle. Cela va dans la logique de l'intégration de toutes les politiques que j'évoquais.

1-0104-0000

**Markus Buchheit (ESN).** – Herr designierter Kommissar, Sie hatten vorhin stellvertretend für die Automobilindustrie davon gesprochen, dass Sie die Hauptprobleme bei den Energiepreisen und den Dumpingimporten in die EU derzeit sehen. Das sehe ich grundsätzlich anders. Ich glaube, ein Hauptproblem für unsere Industrie sitzt hier in Brüssel, sitzt sogar hier im Raum, und zwar ist das der politische Wille mit der Einschränkung unternehmerischer Freiheit, garniert mit einem Übermaß an Bürokratie und auch Naivität in vielen Fällen. Deswegen noch mal zwei ganz konkrete Fragen, die heute schon gestellt worden sind: Setzen Sie sich ein für die Abschaffung oder zumindest die temporäre Aussetzung der Strafzahlungen bei Nichterreichung von CO<sub>2</sub>-Flottenzielen bei unseren Autoherstellern? Ich rede von Verbrennungsmotoren – nicht eingehend auf die Elektrofahrzeuge, das habe ich alles schon verstanden. Und zweitens: Setzen Sie sich ein für die Verschiebung des Verbrenner-Aus im Jahre 2035?

1-0105-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Monsieur le député, j'ai évoqué le conjoncturel. Je ne reviendrai pas sur les questions conjoncturelles liées à nos industries, mais l'automobile est précisément dans cet effet ciseau que j'évoquais entre les prix de l'électricité et les contraintes internationales. Et mon travail va être avant tout d'accompagner dans sa transition le secteur automobile, d'utiliser les instruments de défense économique pour le protéger en termes de conditions de concurrence équitables, et également de lui permettre d'avoir des débouchés et de la demande.

J'évoquais les flottes professionnelles, notamment, qui représentent 58 % des achats. Aujourd'hui, on peut éventuellement envisager du leasing social. C'est une interrogation, aucune décision n'a été prise, mais il y a des pays qui ont choisi de donner des bonus écologiques aussi. Ce sont des politiques qu'on peut regarder en termes d'offre pour tirer l'offre par le haut et y compris créer un marché de l'économie secondaire et donc des voitures qui entreront sur le marché après une utilisation par les flottes professionnelles, ce qui fera descendre le prix, créera de la demande et créera également du marché pour ces entreprises.

Pour ce qui est des amendes, je souhaite que les entreprises et les constructeurs ne les payent pas, évidemment, mais parce qu'elles auront atteint les critères et il leur reste encore un an, donc on posera cette question dans les prochains mois. On aura un dialogue stratégique avec la Présidente, avec tous les partenaires, pour comprendre la situation, et comprendre pourquoi certains constructeurs y sont arrivés et d'autres pas. On accompagnera les entreprises, mais en aucun cas ici vous n'avez des gens qui entravent l'investissement ou l'emploi. On sera là justement pour sauvegarder les emplois et créer de l'activité pour les constructeurs automobiles de demain.

1-0106-0000

**Anthony Smith (The Left).** – Monsieur Séjourné, sauvegarder les emplois, dites-vous? En France, le bilan économique et social de Monsieur Macron, dont vous êtes l'un des plus fervents soutiens, ce sont des emplois industriels supprimés, des entreprises fermées: Michelin, Sanofi, Stellantis, Vencorex. Oui, la saignée industrielle est là, alors que beaucoup de ces entreprises ont perçu des aides publiques, engrangé des dividendes massifs et continué à licencier.

En septembre, M<sup>me</sup> von der Leyen vous a mandaté pour renforcer l'industrie européenne à travers le pacte pour une industrie propre et le Fonds européen pour la compétitivité. Mais, en

France et dans la plupart des États européens, ces aides sont un blanc-seing donné aux entreprises sans contrepartie sociale et environnementale. Et vous n'avez pas répondu à la question de ma camarade Manon Aubry tout à l'heure. Ce sont pourtant les travailleuses, les travailleurs, leurs familles qui subissent dans leur chair les conséquences de ces politiques libérales guidées par les logiques du marché.

Allez-vous, Monsieur Séjourné, reprendre le contrôle et instaurer des conditionnalités environnementales et sociales strictes, comme par exemple interdire la suppression d'emplois dans les entreprises et leurs sous-traitants bénéficiant de ces fonds européens?

1-0107-0000

**Anna Cavazzini**, *Chair of the IMCO Committee*. – Now we are all awake – in case we were not anymore.

1-0108-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Le député nous a réveillés, pour ceux qui nous suivent – c'était positif, ce que je voulais dire.

Monsieur le député, vous voyez d'abord le négatif. J'ai parlé des suppressions d'emplois: ce sont toujours des batailles homériques, d'un point de vue juridique et industriel, pour sauvegarder les emplois, ce sont des drames personnels. Je n'ai pas assez de qualificatifs, mais je compatis totalement avec ces situations actuelles, en France, mais aussi un peu partout en Europe, dues à la conjoncture internationale.

Il y a aussi, depuis 2019, des succès: on met évidemment en avant ce qui ne va pas, mais il y a eu aussi des succès et ce serait aussi bien de le dire. En France: les batteries à Dunkerque, avec des dizaines de milliers d'emplois directs et indirects, le paracétamol qui revient à Toulouse, les semi-conducteurs à Grenoble. Bref, l'Europe a porté un certain nombre d'implantations de nouvelles industries et de réindustrialisation, qui ont été créatrices d'emplois.

Nous y avons aussi contribué ici, dans cette salle, avec les députés européens, par une législation qui a permis notamment un sursaut industriel que je vous propose, aujourd'hui, de mettre en cohérence sur toutes les politiques publiques européennes.

Aujourd'hui, nos entreprises ne délocalisent plus en Chine pour le coût du travail, elles délocalisent aux États-Unis pour le coût de l'énergie. Il faut donc pouvoir répondre à cette question, qui est au cœur de notre politique industrielle.

Et donc, oui, Monsieur le député, je suis évidemment avec attention ce qui se passe en France et partout en Europe. J'aurai à cœur l'intérêt européen, l'intérêt de l'industrie, l'intérêt de la compétitivité industrielle qui, je pense, est – comme le dit mon portefeuille – l'objectif de la prospérité, si nous faisons les choses comme je vous les ai décrites, lors de cette audition.

1-0109-0000

**Anna Cavazzini**, *Chair of the IMCO Committee*. – Thank you so much, dear colleagues. That concludes the second round. We come now to the third round of speakers. We are 15 minutes behind, so please respect the time. I hand the floor over to my dear colleague, the ENVI Chair.

1-0110-0000

**Antonio Decaro**, *Presidente della commissione ENVI*. – Non userò il martelletto, perché mi affido al senso di responsabilità dei nostri colleghi presidenti, a cominciare dal presidente della conferenza dei presidenti di commissione, Bernd Lange.

1-0111-0000

**Bernd Lange**, *Chair of the INTA Committee*. – I have two points.

One point is on trade. We have improved our toolbox with defensive instruments like the enforcement, like the Anti-Coercion Instrument, like the Foreign Subsidies Regulation. How do you see the link to the Clean Industrial Deal?

The second point is that there is an increased demand on green hydrogen and we can't produce all of them inside the European Union, so we need a lot of import. Have you an idea how we can really guarantee that in the future there is enough supply from green hydrogen outside the European Union as well, for example, with trade and partnership on energy?

1-0112-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Pour faire le lien avec les travaux de votre commission, l'enjeu qui se pose est évidemment de savoir quel sera le prochain test de résistance, après le gaz, après les médicaments pendant la COVID-19. Le sujet de la diversification de nos approvisionnements et de la sécurisation de nos approvisionnements est majeur en Europe. Il concerne des secteurs qui sont stratégiques, qui peuvent le devenir et qui peuvent arrêter de l'être également. C'est donc plutôt une liste évolutive qu'il faut qu'on ait. C'est pour cela que je vous propose, presque en lien avec votre commission, de réfléchir aux éléments, qui puissent être évolutifs dans le temps, qui nous permettraient de choisir les secteurs stratégiques sur lesquels on souhaite agir en priorité.

Oui, il y a aujourd'hui des secteurs qui ont besoin de diversification et qui sont à 100 % dépendants, sur toute la chaîne d'approvisionnement, de la Chine, par exemple. À partir du moment où on arrivera à réindustrialiser l'Europe et à produire de nouveau des matériaux, le secteur deviendra moins stratégique, puisqu'on aura baissé notre intensité de dépendance. Je présenterai donc dès 2025 un tableau de bord - et je m'engage à le faire, y compris dans votre commission, parce que je pense que c'est important - de surveillance des chaînes d'approvisionnement de technologies critiques, avec un vrai suivi de la diversification des produits. Il faut notamment qu'on arrive à trouver les voies et les moyens de réduire nos dépendances. C'est un objectif qui sera, je pense, partagé avec les députés qui travaillent dans votre commission. Il y a aujourd'hui quatorze accords commerciaux de partenariat sur les matières premières, par exemple, avec beaucoup de pays différents - je pense à l'Argentine, au Canada - sur des matières spécifiques qui nous permettent de diversifier les approvisionnements en matières premières. Il faut que tout ça soit très intégré à nos objectifs industriels de moyen terme. Je présenterai donc une vraie proposition d'ensemble.

1-0113-0000

**Johan Danielsson**, *Vice-Chair of the EMPL Committee*. – Commissioner-designate, as the Employment and Social Affairs Committee was not fully satisfied with your written answers, I will repeat our core concerns and I hope that you can elaborate further and with clearer and more concrete commitments. And I believe this is still true, even if some colleagues have asked similar questions already today.

So firstly, how will you ensure that the social aspects of the public procurement legislation are strengthened, especially with regard to subcontracting chains, the abuse of those labour intermediaries, and social award criteria in public contracts, all in view of course of the upcoming revision of the directives?

Secondly, perhaps not elaborated earlier today, how do you concretely plan to ensure that social partners are properly involved in the revision process, as stated in your written answers?



1-0114-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Tout d'abord, je vous ai détaillé la méthode, que je ne vais pas vous redécrire ici, mais elle est très claire: un dialogue sur le terrain, une consultation des pouvoirs adjudicateurs qui passent les marchés, probablement un travail – mais ça c'est de la compétence du Parlement – sur un rapport d'initiative sur la question, et un travail avec les partenaires sociaux et les syndicats sur du sectoriel, notamment, parce que vous savez que les marchés publics c'est beaucoup plus complexe qu'uniquement des règles ou des normes ou des critères que vous mettez. Il faut regarder l'implication de chaque critère sur chaque secteur spécifique, y compris dans la chaîne de valeur elle-même, puisque ça a des implications différentes. Donc il ne faut pas faire n'importe quoi non plus avec les critères, c'est 14 % du PIB européen, c'est 2 000 milliards d'euros. Et une modifications des critères a des répercussions sur des montants énormes.

Deuxièmement, je l'ai dit, je pense que la simplification, c'est social. Et donc plus on aura de simplicité dans la lecture des critères mieux cela vaudra. Ce n'est pas le cas aujourd'hui: deux directives, 40 actes délégués, deux règlements sur les marchés publics, plus la législation nationale. N'importe quel maire de petite commune s'appuie sur le prix pour sécuriser son marché et éviter d'avoir des déconvenues. Et donc, à 60 %, le prix est dominant aujourd'hui, quand vous passez un marché public, c'est ça qu'il faut modifier. Donc je reviendrai avec des propositions, et je suis preneur de vos propositions également, pour formuler quelque chose à la fois qui corresponde aux attentes de ceux qui peuvent passer les marchés, mais qui aille dans le sens de notre politique industrielle aussi, et qui prenne en compte les secteurs stratégiques que j'évoquais.

1-0115-0000

**Johan Van Overtveldt**, *Chair of the BUDG Committee*. – Commissioner-designate, in your written replies you mentioned that 'funding for competitiveness is spread over too many programmes, many of which fund the same things but with different requirements'. Can you give us more precise examples of such things under the current MFF?

Can you elaborate also on what kind of requirements will be harmonised across the future competitiveness funds?

Finally, what share of the EUR 800 billion of annual investments in European public goods mentioned in the Draghi report do you expect will be provided at the EU level?

1-0116-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Notre objectif, du point de vue de l'accessibilité aux fonds, est que l'entreprise puisse avoir un contact unique à la Commission, et donc un point d'entrée. Ce n'est ainsi pas tant le fait de supprimer ou de fusionner tous les fonds, mais plutôt l'accès aux fonds, que nous souhaitons déjà améliorer. De notre point de vue, il faut qu'il puisse y avoir un point d'entrée et une redirection vers les dispositifs qui sont les plus appropriés – c'était l'objet de ma réponse à la question écrite –, et qu'on puisse accompagner le développement des entreprises tout au long de leur processus, depuis la recherche et le développement jusqu'au *scale-up*.

Le *scale-up* est d'ailleurs un problème, puisque l'Europe est trop souvent le berceau d'idées dont les débouchés sont exportés à l'étranger au moment où il faut transformer l'idée en propositions industrielles. C'est donc cela que nous devons absolument viser dans les fonds.

Je compte également sur vous, puisque j'ai la chance d'avoir le président de la commission BUDG, sur les parlementaires européens, et notamment votre commission, pour que la compétitivité européenne représente, dans le prochain budget européen, un peu plus que 15 % de ce qu'elle a représenté aujourd'hui. Si on se donne vraiment les moyens de faire ce

qu'on a dit sur la feuille de route, cela va forcément nécessiter des moyens supplémentaires, notamment pour attirer l'investissement privé, pour éliminer les risques, pour démultiplier les choses. Voici donc mon message: je compte sur le Parlement pour pouvoir accélérer ces politiques.

1-0117-0000

**Ilhan Kyuchyuk**, *Chair of the JURI Committee*. – Many of the initiatives, dear Stéphane, will need a different speed I guess at this particular time. I'm satisfied by your answers. Let me elaborate on some of them.

We understood, on behalf of the JURI Committee, that when it comes to artificial intelligence, your objective would be to strike a balance between promoting innovation and protecting right holders. Can you elaborate a bit on your statement?

Secondly, how can the Commission, as an honest broker by definition, contribute to the swift adoption of the patent reform? I think it is a very timely question.

And what kind of initiatives would you put forward to manage the relationship between artificial intelligence and IP? And with that, I stop.

1-0118-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Monsieur le député, tout d'abord je veux vous dire que concernant la propriété intellectuelle, qui fait partie de mon portefeuille, je me suis particulièrement investi dans votre commission pendant quatre ans, puisque ça a fait l'objet de mes premiers rapports en tant que parlementaire européen sur cette question, avec un certain nombre d'autres collègues sur le sujet de l'intelligence artificielle. Et je peux peut-être être le porte-parole de certains d'entre vous ici, que je vois dans la salle, pour vous dire qu'on a beaucoup travaillé sur les conditions d'utilisation et l'acceptabilité de l'intelligence artificielle par les utilisateurs. Il faudra donc instaurer un cadre juridique pour permettre aux entreprises d'utiliser maintenant ces technologies dans leur cadre productif afin de gagner aussi en compétitivité, puisqu'on voit bien que l'utilisation des nouvelles technologies et de l'intelligence artificielle sera clé dans la productivité des entreprises dans les années à venir.

Deuxièmement, sur le paquet brevets. Le Parlement a adopté sa position et il reste du travail au Conseil qui aujourd'hui est bloqué pour un certain nombre, et vous connaissez les débats qu'il peut y avoir entre les nationalités, les langues utilisées, y compris dans l'agence qui gère cela. Mais je m'engage à y travailler. Pourquoi? Tout d'abord parce que les PME qui ont des brevets ont dix fois plus de chances de se financer sur le marché bancaire comme capital. Et donc on a une vraie plus-value aujourd'hui à déposer des brevets et à les déposer, notamment, dans le cas unitaire de notre réforme. Ça réduit les coûts des entreprises et les PME n'utilisent pas assez aujourd'hui les brevets. Les grandes entreprises en ont énormément. Donc on a un enjeu, c'est l'accessibilité des PME, les pousser justement, à ce que le capital-risque puisse rentrer dans ces PME. Et donc un des accélérateurs de ce capital-risque, c'est de permettre aux PME d'utiliser les brevets.

1-0119-0000

**Aurore Lalucq**, *Chair of the ECON Committee*. – Final round of questions. We are almost there. We are 20 minutes late, so I will ask you to respect your time slot – that is, 1 minute for the question, 2 minutes for the answer – and I will be strict on the time.

1-0120-0000

**Sarah Knafo (ESN)**. – Monsieur le Commissaire désigné, celui qui contrôle les normes contrôle le marché. Cette phrase est de Werner von Siemens, le fondateur du groupe qui porte

son nom. Mais il ne parlait pas des normes dont la Commission est spécialiste. Il est vrai qu'en français, nous avons le même mot, «norme», pour ce que les Anglo-Saxons appellent les «standards» d'un côté, et les «régulations» de l'autre.

Les standards sont un instrument de puissance. Qui impose ses standards au reste de la planète favorise son industrie. Les régulations, elles, sont des contraintes que l'on fait peser sur notre production. Qui en abuse tue son industrie.

La Commission adore les régulations, qui s'immiscent dans les usines pour régenter la manière dont elles doivent travailler, leur compliquent la vie et augmentent leurs coûts de production par rapport à leurs concurrents étrangers. Et ne nous parlez pas de clause miroir qui compenserait, puisque la réciprocité des obligations qui pèsent sur nous est impossible à vérifier. Allez-vous envoyer des fonctionnaires européens dans les usines du monde entier pour inspecter le bruit des machines ou contrôler les fumées qui sortent de leurs cheminées?

Dans le même temps, la Commission délaisse totalement la standardisation internationale. Ces normes sur la qualité, la sécurité et l'interopérabilité sont définies par des instances comme l'ISO, basée à Genève. La Chine, elle, ne s'y trompe pas. Elle place ses experts dans tous les comités et postule à tous les postes vacants pour orienter les standards vers ses propres standards.

Monsieur le Commissaire, allez-vous entraver notre industrie ou défendre nos intérêts dans ces instances?

*(La Présidente retire la parole à l'oratrice)*

1-0121-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – C'est un vrai problème que vous posez sur la standardisation et je vais y répondre. D'abord pour vous dire qu'on a pris, évidemment, un temps de retard qu'on va rattraper. Je pense notamment aux batteries. Les Chinois ont – vous prenez cet exemple – standardisé les batteries mobiles, que vous pouvez déplacer pour augmenter la mobilité des véhicules électriques dans le temps, et nous en sommes uniquement à un rapport qui doit arriver en 2025.

Preuve que je suis bien d'accord avec vous, on a du chemin à faire sur cette question, on va accélérer les choses. Cela nécessite de revoir notre gouvernance et notre animation de la gouvernance sur la standardisation, puisque nous avons différents organismes qui travaillent de manière un peu satellitaire. Mais si je suis votre raisonnement, Madame Knafo, il faut plus d'Europe et donc il faut plus de coordination européenne sur ce sujet-là. Je suis très heureux que vous parveniez aux mêmes conclusions que moi, et j'y travaillerai évidemment avec intérêt.

Mais le sujet que vous évoquez, je vous l'accorde, est un vrai problème. J'ai utilisé uniquement les batteries comme exemple, mais je pourrais citer énormément d'autres sujets qui ont une application dans le quotidien et dans le quotidien des entreprises elles-mêmes. Je vous donne donc rendez-vous pour travailler sur la standardisation de la batterie mobile, si vous le souhaitez.

1-0122-0000

**Per Clausen (The Left).** – Naturen, miljøet og mennesker har rigtig store problemer med de kemikalier og farlige stoffer, som indgår i produkter og produktion i EU-landene. Jeg vil derfor stille to spørgsmål, som handler om det. Mit første spørgsmål handler om REACH. For fire år siden erkendte Kommissionen, at der var et presserende behov for en revision af REACH-forordningen. Alligevel er REACH-revisionen endnu ikke blevet gennemført, og derfor er

spørgsmålet: Kan du garantere, at Kommissionen fremlægger en omfattende REACH-revision i 2025, og hvordan vil revisionen håndtere de lange og ineffektive reguleringsprocesser uden at gå på kompromis med beskyttelsen af mennesker og miljø. Og vil du i den forbindelse tilføre ekstra midler til EU's kemiagentur. Det andet spørgsmål handler om det stadig manglende direktiv om asbest-screening. Kommissionen forpligtede sig i 2022 til at foreslå et direktiv om asbest-screening inden 2023. Men intet er sket, og derfor spørger jeg dig, om du forpligter dig til at sikre, at direktivet om asbest-screening og registrering fremlægges inden for det første år af dit mandat?

1-0123-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Monsieur le député, concernant la dernière question que vous évoquez, j'avais suivi avec attention les travaux de votre collègue danois sur l'amiante. On avait ici d'ailleurs très largement voté le rapport sur l'amiante, à la fois sur la protection des travailleurs, je me rappelle, mais également sur le dépistage, et sur le retrait également de l'amiante dans les bâtiments. C'est un fléau. L'OMS nous explique qu'il y a à peu près 100 000 personnes qui meurent directement ou indirectement par an. Et il a fallu attendre presque 100 ans avant d'avoir les premières interdictions. Donc je m'engage, en tout cas sur ce sujet-là, à voir avec le commissaire en charge du logement pour voir comment on développe les deux derniers volets de la législation avec vous. Je crois que la Commission a eu un rapport sur le sujet, ou est en train de faire un rapport de consultation avec une étude d'impact. Je n'ai pas accès, en toute transparence, tant que je ne suis pas en responsabilité et c'est bien normal. Mais dès que je le serai, si vous me validez, évidemment, je prendrai en compte ces recommandations et ce rapport.

En ce qui concerne REACH, j'ai répondu sur l'accélération des procédures. On a pour objectif de remettre des moyens, et de changer la gouvernance. Encore une fois, je crois que c'est bon à la fois pour le consommateur et pour l'industriel. On ne peut pas attendre 21 mois avant d'avoir une décision. Et donc vous avez raison, de ce côté-là de l'hémicycle, de pousser pour qu'on puisse avoir des décisions d'interdiction peut-être plus sèches et plus franches. Mais de l'autre côté de l'hémicycle, on pousse aussi pour en avoir. Donc on se retrouve en tout cas sur le fait que c'est trop long. Et donc mon premier objectif sera de régler ce problème de lenteur de l'évaluation et de rajouter des moyens et de revoir la gouvernance de l'ECHA pour répondre à cette question.

1-0124-0000

**Marie Toussaint (Verts/ALE).** – Monsieur Séjourné, nous vivons un printemps silencieux. La catastrophe chimique est en cours, notamment du fait de ces PFAS, ces polluants éternels qui causent, nous l'avons dit, des cancers, des cas d'obésité, des maladies thyroïdiennes ou encore une baisse de la fertilité. Vous avez fait partie d'un gouvernement qui s'est refusé à interdire les PFAS au prétexte, je cite, que l'Union européenne était le bon levier pour agir. Vous êtes donc candidat aujourd'hui en tant que vice-président, pour être chargé de cette interdiction des PFAS dont nous savons déjà, Monsieur Séjourné, nous avons les études scientifiques qui le démontrent, qu'ils sont toxiques tant pour la santé que pour la nature. Donc je vous demande cette fois, précisément, concernant l'enjeu des PFAS: vous engagez-vous à écouter la science plutôt que les lobbys et à interdire les PFAS tant dans les usages de consommation que dans les usages industriels qui sont responsables de 60 % des émissions, sans attendre 2026? Et donc quand?

Deuxième question: quand et comment comptez-vous dépolluer les milliers de sites industriels aujourd'hui contaminés? Ainsi que l'eau...

*(La présidente retire la parole à l'oratrice)*

1-0125-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – C'est une question totalement légitime, encore une fois. Je vous l'ai dit, l'accélération des délais sur les PFAS, c'est aussi une utilisation industrielle. Il y a une notion d'usage essentiel qui est déjà définie dans des communications. La question est de savoir si cette communication deviendra un texte législatif au moment de l'ouverture du règlement REACH. Nous aurons cette discussion.

On se fonde sur deux critères à la fois: 1) la science et les rapports scientifiques, évidemment, et 2) la question des critères d'utilisation essentielle et de la possibilité d'avoir des substances de substitution pour l'utilisation industrielle. Je vous l'ai dit de manière très précise, nous prévoyons d'interdire l'utilisation des PFAS dans les produits de consommation comme les cosmétiques, les matériaux de contact, les produits alimentaires, les vêtements techniques. C'est très clair. Je l'ai dit également à votre collègue, il y aura une tolérance zéro sur, notamment, les couches et les biberons, puisque c'était l'interrogation de votre collègue.

Pour la deuxième partie de votre question sur la dépollution, j'attends vos propositions. Je trouve que, de toute façon, le cadre des chantiers de dépollution dépasse même la question des PFAS sur d'autres segments de l'industrie dont j'ai la charge. Je suis donc preneur de cette discussion avec vous, de vos propositions sur cette question-là, notamment dans l'approche de deux discussions majeures: la question des marchés publics - il y a différents types de chantiers de pollution, je ne rentre pas dans les détails - et la question du règlement REACH également.

1-0126-0000

**Yvan Verougstraete (Renew).** – Monsieur le Commissaire désigné, vous pointez l'importance stratégique de certains matériaux rares ainsi que d'une approche de cycle de vie. Comme vous, je suis convaincu que le recyclage est clé pour l'économie et pour l'écologie. C'est dans cet esprit que je vous propose d'aller un cran plus loin en adoptant le principe du *Buy only once*.

Concrètement, concernant par exemple les batteries en fin de vie, plutôt que de renvoyer le mélange contenant les matériaux précieux vers l'étranger pour y être hypothétiquement recyclés avant de nous être revendus chers et vilains, nous pourrions obliger les fabricants qui mettent ces matériaux sur notre marché à en garantir le recyclage ici. Cela nous permettrait de réduire notre dépendance en n'achetant qu'une fois ces matières rares, de créer de la valeur ajoutée économique ici, en Europe, et de garantir un recyclage maximal en garantissant une offre abordable, comme vous le mentionniez en introduction.

Pourriez-vous défendre ce principe d'achat unique et seriez-vous d'accord pour que les entreprises qui mettent certains matériaux critiques sur le marché soient responsables de leur recyclage ici?

1-0127-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Merci, j'ai cru ne pas avoir de question sur les matériaux, sur les matières premières, et j'ai pourtant amené une pierre ici (*le commissaire désigné montre une pierre*), qui est une pegmatite du Portugal, une pierre européenne qui, à l'intérieur, est très riche en lithium, en quartz (que l'on retrouve notamment dans les batteries), en matières premières et en terres rares (que l'on retrouve notamment dans les éoliennes). Bref, ça vient d'Europe. C'est produit en très petite quantité en Europe, et la plupart de ce matériau-là est importé des pays étrangers.

Le paradoxe de l'importation de nos matières premières, c'est que, une fois que cette matière première européenne et des pays tiers se retrouve, par exemple, dans nos batteries et que les batteries sont épuisées, celles-ci sont recyclées à moitié. On obtient alors ce qu'on appelle la *black mass*, la masse noire, qui est extraite par les entreprises européennes. Il n'y a pas de marché pour cette masse noire, qui est, à plus de 50 %, réexpédiée en Asie. Et notre matière

première européenne, extraite en Europe, se retrouve en Asie pour être recyclée et revient en Europe pour une deuxième utilisation, au prix fort. Voyez combien cela est illogique – et je ne regarde pas le coût carbone de cette opération – on obtient dans les pays européens de la matière première qui est recyclée en Asie avant de revenir chez nous.

L'objectif pour nous est donc évidemment de créer toute une filière. Cela a d'ailleurs été l'objet de toute la législation «zéro net» et du règlement pour une industrie «zéro net», élaborés avec les députés, qui ont créé toute une chaîne de valeur. J'ai reçu 170 projets aujourd'hui qui correspondent à de l'extraction, mais aussi à du recyclage et à des entreprises qui permettent la mobilité. Je ferai une présentation des projets qui ont été retenus pour ce qui est des matières premières en Europe, mais vous voyez qu'il y a beaucoup de travail si on veut s'assurer de la durabilité de nos matières premières et de leur recyclabilité.

1-0128-0000

**Daniel Obajtek (ECR).** – W swoich odpowiedziach pisze Pan, że pakt dla czystego przemysłu, za który Pan odpowiada, będzie wzmacniał uzasadnienia biznesowe i wspierał przemysł w odzyskaniu konkurencyjności. Ale przede wszystkim wszystko się opiera o szybkość kapitału. To jest istotne: szybkość kapitału. Bo dzięki temu podejmujemy decyzje i szybko inwestujemy i idziemy do przodu. Oczywiście stymulujemy różnymi kwestiami, pomocą publiczną – chociaż na dłuższą metę biznesu nie da się stymulować pomocą publiczną, to jest krótkotrwały czas – czy też różnymi funduszami.

Czy przewiduje Pan ewentualnie dla firm, które chcą dokonywać dekarbonizacji, które chcą szybko inwestować, czy przewiduje Pan potężenie kosztu inwestycji od kosztów praw do emisji? Wtedy wyzwolimy kapitał dla tych firm do szybkiej inwestycji, jak i szybkich transformacji.

1-0129-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Monsieur le député, je crois comprendre votre question et j'ai un peu répondu tout à l'heure à votre collègue sur l'ETS. D'abord il faut commencer à inciter les États membres à utiliser les ETS qu'ils reçoivent – de mémoire, je n'ai pas les chiffres ici, mais je crois que ça doit être 5 milliards d'euros pour la Pologne en ETS, de cet ordre-là – et utiliser déjà les ETS qu'ils reçoivent pour pouvoir décarboner en priorité les secteurs stratégiques qu'ils souhaitent décarboner. C'est une autre manière d'arriver à votre objectif. C'est prévu déjà dans les textes et nous l'avons prévu à hauteur de 50 % pour les États membres, mais rien ne les empêche d'aller à 100 %. Cette question se posera d'abord, et je voudrais qu'on s'interroge d'abord à la législation constante, avant de modifier les choses dans une législation autre, sur ce qu'on peut faire et comment on peut aller dans le même sens et intégrer l'ensemble des politiques nationales dans le même objectif.

Ça, c'est le premier point. Le deuxième point, c'est que le marché de l'ETS a au moins une vertu, c'est qu'il crée également les conditionnalités sociales derrière, puisqu'on aura un fonds social de près de 90 milliards d'euros pour ce qui est de l'ETS 2, de l'innovation pour l'ETS 1. Et donc on a quand même des possibilités d'investir dans des endroits et de suivre les objectifs de compétitivité qu'on s'est fixés. En tout cas, moi, je suis très intéressé par vos propositions qui iraient dans le sens que je viens d'évoquer et je suis prêt vraiment à parler de tous les moyens que vous envisagez et qu'on peut nous-même envisager pour accélérer la décarbonation des industries en Europe et utiliser les *cleantech* européennes pour en plus créer de l'emploi et de la valeur ajoutée.

1-0130-0000

**Mathilde Androuët (Pfe).** – Monsieur le commissaire désigné, à l'heure de la fermeture des usines Michelin en Bretagne, d'ArcelorMittal Espagne ou des réductions de production chez

Duralex, à cause du coût exorbitant de l'énergie en Europe, et à l'heure de l'élection, en même temps de Donald Trump, sur la promesse de la baisse des prix de l'énergie grâce au retour des forages pétroliers et gaziers, osez-vous toucher au tabou du système de fixation des prix de l'énergie du marché européen de l'électricité?

Nos industries sont prisonnières de ce système coûteux, qui ne soutient en rien l'environnement, est taillé sur mesure pour l'Allemagne, qui défend des énergies vertes et le gaz, qui émet six fois plus de CO2 dans la production électrique que la France qui est, elle, adossée à un système nucléaire par ailleurs moins coûteux. Vous emploieriez-vous donc à défendre une industrie européenne vertueuse? Et même si vous plaidez pour le nucléaire, quelle marge de manœuvre aurez-vous entre vos collègues Jørgensen et Ribera, qui n'ont eu de cesse de s'y opposer? Et même face à madame Van der Leyen, qui dit vouloir importer du GNL américain, dont les conditions d'extraction sont nocives sur le plan environnemental?

Comment, donc, parviendrez-vous à défendre une énergie décarbonée et peu chère, absolument vitale pour nos industries?

1-0131-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – L'importation de matières carbonées en Europe, notamment le pétrole, coûte aux Européens 450 milliards d'euros par an. On ne produit pas de pétrole, donc on va l'acheter à l'étranger. C'est autant d'argent qui part à l'étranger qu'on ne retrouve pas dans notre système social, dans les emplois, qui ne génèrent pas d'impôt et qui ne contribuent en rien à la croissance et à la prospérité européenne. Donc on a un besoin, même économique, de décarboner et de créer de l'énergie sur le territoire européen pour éviter de l'importer de l'étranger. On est souvent d'ailleurs des producteurs d'électricité, certes, mais pour ce qui est du pétrole et du gaz, c'est exactement la même logique. Souvent, ce sont d'ailleurs les pays du Golfe, les États-Unis pour le GNL, etc. Donc on a un vrai objectif, que je partage.

Sur l'électricité, vous avez vu qu'on a maintenant des usages un peu différents, avec des contrats de long terme qui peuvent être utilisés par les entreprises directement, du producteur à l'entreprise, ce qui n'était pas le cas avant, ce qui nous permet de lisser les prix sur toute la durée du contrat et donc de ne pas avoir le marché qui fluctue et donc d'avoir une vraie visibilité pour nos entreprises. C'est l'une des réponses, mais la vraie réponse c'est la demande, c'est notre capacité à pouvoir créer de l'énergie et de l'électricité sur le territoire européen.

Je ne rentrerai pas sur la neutralité technologique, mais vous avez compris qu'il y aura un bon équilibre au sein de la Commission européenne sur la question du nucléaire, qui nous permettra de parler entre commissaires européens, avec nos perspectives certes différentes, mais nous pourrions trouver une ligne commune qui, je crois, est la ligne aujourd'hui de la Commission, à savoir la neutralité technologique qui est inscrite dans les traités.

1-0132-0000

**Maria Guzenina (S&D)**. – Mr Séjourné, given the scale of topics we've discussed here today, it's fair to say that your portfolio should include a single market and I'd love to hear you say that you agree.

But to my question we all seem to agree that a functioning single market fuels our economies and cooperation. And these days, the only solution on offer to modernise the single market is to remove regulatory and administrative barriers.

But however, EU workers rights, climate standards and consumer protection are among the greatest benefits of the single market. And I hope you agree we should not fall victim to simplification.

Therefore, I would love to hear you agree that the future single market strategy should strengthen the social and environmental *acquis* and the protection of consumers.

As an example, can you commit that your actions will not reopen the Services Directive? We should not throw away the baby with the bathwater.

1-0133-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Évidemment, je m'efforcerai de mieux faire fonctionner le marché unique. Nous devons sortir de l'opposition stérile au marché unique. Je pense que le meilleur moyen de le faire est l'harmonisation. Il faut souvent faire le tri entre les règles nationales, qui sont légitimes, et une harmonisation européenne.

Je l'ai vu de manière très concrète en ce qui concerne la législation sur le plastique, par exemple. Des barrières s'élevaient un peu partout sur le marché européen, 27 réglementations commençaient à grandir, de manière totalement légitime, ce qui avait un fort impact pour les entreprises qui opéraient dans l'Union européenne. Et c'est grâce à la réglementation européenne et au marché intérieur que nous avons réussi à avoir une harmonisation de toutes les règles - y compris d'un certain nombre de règles spécifiques - qui allait dans le sens des États membres. Ma priorité sera donc le fonctionnement du marché intérieur.

Je regarderai également les professions réglementées, même si, là encore, il faut faire le tri entre ce qui est totalement légitime et ce qui ne l'est pas forcément. Il suffit de regarder quand il y a un seul pays qui réglemente une qualification particulière et pas les autres. Je vais essayer de faire reconnaître les qualifications et les agréments d'un pays à un autre, parce que cela nous permet également de faire fonctionner l'économie européenne. Quand vous achetez une machine-outil dans un pays et que vous êtes incapable de savoir si le service après-vente peut être assuré par l'entreprise à laquelle vous avez acheté la machine-outil parce qu'elle est dans un autre pays européen, c'est un vrai problème.

1-0134-0000

**Christian Ehler (PPE).** – Take a breath! We have heard some exotic understanding of competitiveness here in this room, ranging from protectionism to killing the standardisation process of the European market.

In your written answers, you are not shy to mention competitiveness. The answers insinuate that competitiveness is created by picking strategic sectors in Brussels. In contrast, economically speaking, competitiveness is the outcome of productivity and pricing in comparison with external competitors.

Conceptually, I would like to know how you think we can create competitiveness? We all talk about that. We heard a lot of headlines, also from the President of the Commission. Would you agree with the assessment that competitiveness measures the need to make sure all European companies and sectors can benefit from this right framework of low regulatory burden, low energy prices, access to financing, innovation-friendly culture? Will you commit to this as a focus of your industrial policy, as opposed to constant sectoral interventionism?

1-0135-0000

**Stéphane Séjourné, commissaire désigné.** – Je suis d'accord avec vous, Monsieur Ehler, la compétitivité, c'est d'abord repartir des besoins des entreprises et des industries. C'est pour cela qu'on proposera un choc de simplification, avec le commissaire Dombrovskis; c'est pour ça qu'on proposera également un choc d'innovation et qu'on poursuivra la politique d'innovation pour l'ensemble des entreprises. C'est pour ça qu'on regardera, avec les compétences nouvelles



dont nous avons besoin, quel est le choc de compétences nécessaire et dans quel domaine – de manière générale, on fait évoluer les compétences européennes. Un choc d'énergie; c'est une des variables de la compétitivité, mais pour l'ensemble des entreprises.

Donc, vous avez raison: c'est à la fois horizontal et vertical, et la politique de compétitivité industrielle européenne ne peut pas se résumer à des plans de crise juxtaposés les uns aux autres.

Cela dit, je suis quand même convaincu que la compétitivité et l'autonomie stratégique sont deux faces d'une même pièce. On ne peut pas être compétitif si on n'est pas autonome. On l'a vu dans les crises passées, et le stress test que nous a fait subir la guerre en Ukraine et le Covid a montré également les fragilités de l'industrie européenne et de notre capacité à être résilients sur un certain nombre de points. En même temps, on ne peut pas être autonome si on n'est pas compétitif. Très clairement. Il faudra donc les deux, je suis d'accord.

Mais cela veut dire que l'Europe doit avoir une vraie politique de compétitivité horizontale, avec des instruments de la compétitivité, et le fonds de compétitivité va en être un. En même temps, il faut faire face aux transitions que nous-mêmes avons voulues. Et il faut les accompagner et donc choisir ces secteurs stratégiques sur lesquels on doit s'adosser, parce que derrière, ce sont des emplois, et qu'en plus les industries sont connectées entre elles. Je le disais, entre les cleantechs et l'industrie de l'acier, il y a un vrai intérêt à produire encore en Europe pour notre industrie européenne.

1-0136-0000

**Aurore Lalucq**, *présidente de la commission ECON*. – Monsieur le Commissaire désigné, je vais vous redonner la parole, mais avant cela je veux remercier déjà, vous toutes et tous, chers collègues, pour cette audition et ces questions, au nom de toutes les présidentes et de tous les présidents et je vous donne la parole pour un propos conclusif, Monsieur le Commissaire désigné, pour pas plus de cinq minutes, pas plus de cinq minutes parce qu'il y a d'autres auditions après.

1-0137-0000

**Stéphane Séjourné**, *commissaire désigné*. – Il faut m'allumer le micro, Madame la Présidente. Pas plus de cinq minutes, c'est promis!

Dear Members of the European Parliament, in this three-hour discussion, we had the chance to discuss many sectors of our industry that need a clear European policy.

My last answer. Mr Ehler. That needs the support, of course, of the EU sectors that have been the fabrics of the continent and are now in trouble: cars, steels, chemicals, and the sectors that can be the fabric of the Europe of tomorrow, and that are not growing fast enough: clean tech, biotech, circular economy, digital tech.

I can see here that there are the same analysis. There is a sense of emergency in some sectors, to boost our economy, to protect our jobs, to encourage innovation too.

Si vous me faites confiance, j'espère travailler avec vous et avec les collègues pour aboutir sur le pacte pour une industrie propre, sur l'accélérateur de décarbonation, évidemment, sur les fonds de compétitivité que j'ai évoqués lors de cette audition et que vous avez évoqués avec moi, sur l'Union de l'investissement et de l'épargne.

Pour le temps qui me reste, Madame la Présidente, je souhaitais partager ma conviction profonde et la raison d'être de notre engagement européen commun et vous dire que, si l'Europe existe, si la construction européenne existe, c'est aussi grâce à la détermination des générations

avant nous et à la volonté des peuples de travailler ensemble, malgré, souvent, des moments de doute dans l'histoire de l'Union européenne et des différences de vues.

Le monde qui a vu naître l'Europe est clairement différent, aujourd'hui, du nôtre: l'ordre international a été bousculé, la démocratie, parfois, est menacée, les alliances changent, les révolutions technologiques également s'enchaînent à un rythme effréné. Cet état du monde exige de nous d'avoir la même force et la même lucidité que les générations avant nous. Elles ont bâti un marché commun de l'acier et du charbon, alors que les blessures de la guerre étaient encore là. Elles ont fait le marché unique, alors que l'économie paraissait en état de mort cérébrale. Elles ont uni le continent après 40 ans de séparation forcée avec nos amis de l'Est, qui ont réussi le plus grand rattrapage économique de notre temps, en très peu de temps.

Oui, nous avons des divergences, probablement sur l'avenir du projet européen, mais nous savons aussi que nous sommes ici tous responsables de l'avenir des politiques publiques que nous venons d'évoquer et nous avons tous une part de responsabilité pour que cette aventure continue, avec toujours l'économie comme moteur de la construction européenne, bien sûr, pour que ces échanges entre nous continuent. Les générations qui viennent doivent continuer dans ces mêmes salles à pouvoir débattre sereinement et démocratiquement de notre chemin commun.

J'espère vous avoir convaincu que je serai avec vous pour défendre la compétitivité européenne, notre industrie, les politiques que nous devons défendre dans les prochaines années. Et comme on le sait, comme on le dit:

Where there is a will, there is a way. The will is our pursuit of prosperity, and the way is an ambitious industrial policy. Thank you very much.

Et j'espère que cette audition aura été utile. En tout cas, elle m'a été utile dans l'approche de mes nouvelles responsabilités, si vous me les confiez. Merci beaucoup.

1-0142-0000

**Borys Budka (PPE).** – Thank you very much. I would like to thank all Members who took part in the hearing for their questions, as well as Mr Séjourné for his replies. Sometimes we felt like in the national parliament, but I hope that it will be quite okay.

The evaluation meeting will take place later. So, coordinators, it will be announced.

Thank you and see you on the next hearing.

1-0143-0000

*(The hearing closed at 17:56)*